

NATIONS UNIES
INSTITUT AFRICAÏN DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET DE PLANIFICATION
DAKAR

NUMERISE-AGS-RM

ID EP /ET /CS/2347.23

DEPENDANCE STRUCTURELLE ET MODELES DE DEVELOPPEMENT
DANS LES CARAIBES

par

Gérard Pierre-Charles
Instituto de Investigaciones Sociales
U.N.A.M.

Juin 1973

RECEIVED
OFFICE OF THE SECRETARY
U.S. DEPARTMENT OF AGRICULTURE

RECEIVED

TO THE SECRETARY

THE SECRETARY OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D.C.

1911

RECEIVED
OFFICE OF THE SECRETARY
U.S. DEPARTMENT OF AGRICULTURE

1911

DEPENDANCE STRUCTURELLE ET MODELES DE DEVELOPPEMENT
DANS LES CARAIBES

par

Gérard Pierre Charles

Le point de départ de notre analyse des modèles de développement dans les Caraïbes⁺ est la catégorie de la dépendance qui définit cette région en termes historique et sociologique; elle sert de cadre et de toile de fond au phénomène du sous-développement et conditionne invariablement toute option ou stratégie de développement. Cette analyse essaie d'arriver à une définition des structures socio-économiques qui correspondent à la dépendance structurelle, c'est-à-dire à l'ensemble imbriqué et complexe de traits structuraux et institutionnels propres aux formations socio-économiques dépendantes et en particulier à une région où la pénétration colonialiste et impérialiste a revêtu historiquement toutes les formes possibles et où les antagonismes sociaux s'expriment avec une violence marquée.

La présente étude traite exclusivement des îles antillaises. Cependant, ces têtes-de-pont du colonialisme européen dans le Nouveau Monde n'acquièrent leur pleine signification historique et socio-politique

+ La région des Caraïbes se compose des îles baignées par la Mer des Caraïbes et connues sous le nom de Grandes Antilles : Cuba, Haiti-République Dominicaine, Jamaïque et Porto-Rico; les Petites Antilles qui regroupent plus de 7.000 îles et récifs formant un arc qui va des côtes du Venezuela à la Floride; et les terres continentales baignées par la Mer des Caraïbes, allant du Golfe de Paria au Venezuela, jusqu'à la péninsule mexicaine du Yucatan (incluant les Côtes de Colombie, Panama, Costa Rica, Nicaragua, Honduras, Guatemala et Bélice).

que dans la mesure où on les situe dans la Mer des Caraïbes, carrefour des voies maritimes de la colonisation de l'Amérique et, à partir de l'ouverture du Canal de Panama, zone stratégique de grande importance et qui représente dans sa dimension historique ce que Juan Bosch appelle une "frontière impériale".⁽¹⁾

En 1972, ces îles représentent une population d'environ 28 millions d'habitants, soit 9 % de la population latino-américaine, sur un territoire de 235.780 kilomètres carrés, ce qui représente 8 % de la superficie de l'Amérique Latine. Cette région constitue une des zones de la plus grande densité démographique au monde et est peut-être la plus hétérogène des points de vue culturel, racial, politique et économique. Cette région se trouve divisée en quatre sphères coloniales qui tournent autour de la puissance hégémonique nord-américaine. Elle constitue un monde "tout mélangé" comme dirait le poète cubain Nicolas Guillén, et où vivent et se discriminent mutuellement noirs, mulâtres, blancs, hindous, chinois; où l'on parle cinq langues occidentales en plus d'une variété de langues locales; et où coexistent des réalités sociologiques aussi différenciées que Porto-Rico, ayant un des niveaux de développement-capitaliste-satellite les plus élevés du monde, et Haïti, le pays le moins développé de l'Amérique Latine; où il y a des systèmes politiques aussi opposés que les anachroniques Départements d'Outre-Mer français, les domaines de Sa Majesté la Reine Elisabeth et l'inébranlable Cuba socialiste, qui se projette dans l'avenir des Caraïbes.

Nous savons déjà que ces dernières années la révolution cubaine a eu un impact très puissant sur le système hégémonique de l'impérialisme en Amérique Latine, dans le cadre du Tiers-Monde et de la contradiction fondamentale de notre époque, celle qui existe entre le capitalisme et le socialisme. Cette révolution a déplacé vers les Caraïbes les frontières

(1) Bosch, Juan, De Cristobal Colon a Fidel Castro, El Caribe Frontera Imperial, Editorial Alfaguara, Barcelone 1970.

économiques, politiques et militaires entre les deux systèmes antagonistes du monde contemporain. Cette ligne divisoire a intensifié les contradictions entre les deux systèmes, comme l'a démontré la crise d'octobre 1962; les conflits de classe de type interne acquièrent une violence démesurée en débouchant sur des conflits de classe au niveau mondial (l'insurrection dominicaine en avril 1965 et l'intervention américaine). A la diversité des situations se sont ajoutés d'importants antagonismes présents dans la problématique actuelle des Caraïbes et qui confèrent à cette région un poids significatif dans les affaires mondiales.

La mosaïque des Caraïbes constitue donc un résumé du phénomène dialectique de la domination-dépendance-libération à l'échelle mondiale. Par conséquent, malgré son unité forgée essentiellement par la domination-dépendance, le développement de ses différentes entités a obéi et obéit à plusieurs facteurs historiques, selon les moments et les besoins du capitalisme mondial, et récemment, selon les aspirations de liberté des peuples opprimés. Des lignes évolutives assez différentes selon les diverses entités, ont mené à des configurations structurelles et globales différentes.

Ces traits de physionomie et les politiques lancées ces dernières années en vue de consolider, moderniser ou modifier les structures existantes, constituent en fait certaines expériences de développement qui comportent des éléments communs de caractère historique, mais aussi une grande variété de formes et de contenus. Ces situations semblent appartenir à un laboratoire de sciences sociales appliquées et en tant que telles elles sont susceptibles, dans leurs traits fondamentaux, de se reproduire dans n'importe quelle région ayant connu une évolution historique marquée par la domination externe. ⁽¹⁾

(1) Ribeiro Darcy, Las Américas y la Civilización, Vol. 2

Il convient donc d'examiner, au-delà de cette unité essentielle définie par la domination externe commune et de cette diversité existentielle définie par l'histoire, les traits fondamentaux qui définissent les expériences de développement aux Antilles.

Ces dernières peuvent être groupées en trois catégories que nous analyserons plus loin : a) le modèle de développement capitaliste satellisé, dont Porto-Rico constitue le prototype le plus complet; b) le modèle "national de capitalisme dépendant et sous-développé", avec ses deux variantes dominicaine et haïtienne correspondant à des niveaux différents de paupérisation et d'articulation avec le centre; c) la voie autonome et socialiste de développement qu'a suivie Cuba, avec des mesures révolutionnaires, des transformations structurelles, tendant à neutraliser les effets séculaires de la dépendance structurelle et à promouvoir un mode de production et d'organisation de la vie sociale orientés vers le socialisme.

I - La domination comme moule historique

Aucune région au monde n'a vécu, comme conséquence de la domination externe, un choc de tant d'envergure et pendant une période historique tellement longue, comme les Caraïbes sous la colonisation européenne. Dans cette région se sont présentés et se présentent encore aujourd'hui, en état "chimiquement pur", tous les phénomènes de coercition, génocide, pillage, exploitation, discrimination et oppression caractéristiques du colonialisme et de l'impérialisme.

A cause des conditions spécifiques sous lesquelles s'est effectuée l'implantation espagnole, à cause de son aire géographique réduite et le nombre relativement limité de sa population, à partir de la découverte de l'Amérique, les Antilles perdirent la détermination historique

de régir leur propre destinée et s'incorporèrent aux sphères de décision métropolitaines. Elles furent pénétrées par des forces tellement puissantes que celles-ci parvinrent à exercer une influence décisive sur leur organisation productive, leur configuration sociale, raciale et culturelle, et sur leurs institutions juridiques et politiques. Par conséquent, la définition et l'histoire même des sociétés antillaises ont été façonnées par le moule totalisateur du capitalisme mondial, à partir de sa gestation mercantiliste, passant par sa phase mûre-prémonopoliste, jusqu'à son étape impérialiste.⁽¹⁾ L'imposition externe, constante dans son rôle dominant, variable et variée dans ses formes, a découlé ainsi historiquement des besoins expansionnistes du capitalisme et son intarissable soif de plus value.

La présence espagnole dans l'espace antillais, comme le signale Eric Williams, fut le premier "gold rush" dans l'histoire du monde moderne⁽²⁾. Elle introduisit l'institution du repartimiento et de l'encomienda, comme formes d'organisation sociale liées à l'exploitation de l'or et correspondant à la servitude de la glèbe. A ce sujet on connaît les instructions que la Reine Isabelle donna à Ovando en 1502 pour que l'on traite bien les indiens, "vassaux libres maintenus en justice comme ceux de la reine de Castille". Cette servitude fut accompagnée, peu à peu, par l'établissement des premières factoreries de sucre et autres produits tropicaux. Le cadre productif se basait sur la propriété seigneuriale de la terre, concédée par la Couronne et la propriété limitée du maître sur le serf indien ou noir selon un ordre social et juridique inspiré des institutions féodales de l'Espagne du XVIème siècle⁽³⁾.

Cette organisation productive et sociale fut conçue par le rêve hégémonique du Mare Clausum et le Pacte Colonial exclusif maintenu

(1) Palloix, Christian, L'Economie mondiale capitaliste, vol. 1 Presses Universitaires de France, Paris 1970 p. 219

(2) Williams, Eric, The History of the Caribbean 1492-1965 Harper and Row New York 1970.

(3) Le Riverend, Julio, Historia Economica de Cuba, Instituto del Libro, La Havane, 1967.

en vigueur pendant plus de trois siècles et adopté également par la France et l'Angleterre dans leurs territoires coloniaux respectifs. Le contenu et le caractère même de la production-exportation devinrent l'activité et la fonction exclusives conférées aux colonies "fondées, comme l'avait proclamé Colbert, par et pour les métropoles".

Cette imposition s'est exprimée en premier lieu par la destruction de la civilisation originale de la région, la civilisation taïne, ce qui entraîna la destruction de tous les systèmes d'organisation économico-sociale, des fondements culturels et de la base démographique antillaise. Julio Le Riverend signale à ce sujet : "Le choc de l'économie et des instruments guerriers européens avec l'économie et l'outillage indigènes produisit la destruction, la pulvérisation de ceux-ci"⁽¹⁾. Le génocide le plus impressionnant du monde moderne fut perpétré en exterminant toute la population sous le joug étranger technologico-militaire et économique⁽²⁾.

La société taïne disparut de l'histoire en s'immergeant dans la préhistoire des "peuples nouveaux" qui allaient surgir de la praxis des transplantés.

Cette confrontation avec le monde extérieur provoqua également la fragmentation à outrance de l'aire socio-culturelle et ethnique antillaise. La dispersion géographique de l'archipel fut accentuée par la polarisation multi-métropolitaine. L'identité fonctionnelle et formelle de chaque territoire acquit sa définition au-delà de la communauté raciale, régionale ou nationale, en fonction du "droit de conquête" exercé par les flottes maritimes des grandes puissances.

(1) Ed. p. 41

(2) "En se référant plus particulièrement aux quatre Grandes Antilles, il est possible de supposer que, au moment de la Découverte, le nombre d'aborigènes (ciboneyes, taïnos, subtaïnos et ciguayos) atteignait un peu plus d'un demi million d'habitants. Cinquante ans plus tard, ce nombre a été réduit à un chiffre incroyable qui fluctuait probablement entre dix mille et vingt mille, et vers la fin du XVIème siècle, on pouvait affirmer que le "stock" indigène avait pratiquement disparu des quatre îles, avec l'exception de quelques petits groupes isolés" Cordova, Efrén. "L'encomienda et la disparition des indiens dans les Grandes Antilles" Caribbean Studies, vol. 8 N°3, oct. 1968, p. 23 et s.

La région des Caraïbes fut convertie en scène pour le déroulement des débats armés des empires politiques européens. Le réaménagement constant de l'échiquier politique en Europe agit comme véritable élément modificateur de l'ordre antillais, intégrant ou enlevant un territoire quelconque à l'une ou l'autre métropole. Les Caraïbes se convertirent en une constellation de satellites se mouvant selon des orbites variables au gré des variations et contradictions historiques de l'ordre hégémonique. Du tronc original du capitalisme européen industriel et commercial se détachèrent les variantes tropicales du capitalisme esclavagiste.

Les modèles d'organisation sociale et les normes juridiques des puissances conquérantes furent imposés à ces terres. Ils laissèrent leurs traces indélébiles qui se conservent même dans leur diversité, selon la matrice coloniale dominante.⁽¹⁾ Ils perturbèrent dans son essence et dans sa configuration l'ordre antillais, créant les bases à partir desquelles allaient se construire les sociétés contemporaines.

La phase de développement du capitalisme européen coïncida avec de nouveaux besoins économiques et politiques dans les nations engagées dans le processus de la révolution industrielle et l'expansion industrielle subséquente. Il s'agissait d'étendre le commerce international, de conquérir de nouveaux marchés, de se répartir les régions périphériques pour s'approvisionner en matières premières. Comme le signalerait Lénine : "Le capitalisme se transforma en un système mondial d'oppression coloniale et d'étranglement financier de l'immense majorité de la population de la planète par une poignée de pays "avancés"⁽²⁾. Sous ces conditions, le capitalisme mondial,

(1) Ici se situe l'articulation de base de la propriété seigneuriale territoriale, des grâces et autres normes féodales en vigueur en Espagne pendant les XVIème et XVIIème siècles. Dans d'autres régions, l'esprit flibustier ou mercantiliste des pirates hollandais, anglais, français, promut le développement accéléré d'une économie de change; alors qu'autre part, les installations pionnières de colons émigrés d'Europe créaient de fragiles colonies de peuplement fixées autour de la culture du tabac et de produits alimentaires, et stimulaient la circulation monétaire et la lente gestation du capitalisme local.

(2) Lénine V.I., El imperialismo, fase superior del capitalismo, Editions Sociales.

agissant à travers les puissantes métropoles industrielles, imprima un nouveau caractère à la conformation socio-économique des Antilles. Les Antilles devinrent des plantations basées sur le travail servil, monoproductrices de biens tropicaux, colonies spécialisées dans l'exportation, marché pour la distribution de produits manufacturés, centre de placement de capitaux à la recherche de gros bénéfices. Tous ces génotypes d'exploitation capitaliste et coloniale agirent comme modèles ordinateurs sur l'ensemble de la région sur l'une ou l'autre entité. Ces lignes générales se confirmèrent tout au long du développement historique du capitalisme et selon la dynamique interne de chacun de ces centres et les impératifs globaux du marché mondial.

Les formations sociales antillaises se firent donc complexes et variées, ce qui les convertit en microcosmes de l'humanité opprimée, avec toute la gamme de méthodes et situations conçues par le colonialisme mondial. La détermination externe du destin antillais fut encore plus totalisante qu'au cours de la période antérieure ; en comparaison avec des expériences semblables vécues par les autres régions de l'Amérique Latine, de l'Afrique et de l'Asie ; l'asservissement se révéla être encore plus absolu, étant donné qu'il s'agissait d'îles minuscules situées en des points stratégiques des communications maritimes et qui ne présentaient pas, comme les autres zones périphériques, les traits d'une continuité historique, de densité territoriale ou démographique, qui auraient pu entraver ou amortir l'entreprise enveloppante et absorbante de la pénétration étrangère. Le processus constitutif des sociétés antillaises contemporaines se réalisa selon les traits historiques suivants :

1.- Le capital, la technologie et les modèles d'organisation économique-sociale importés d'Europe, imposèrent une domination totalisatrice qui engloba le mode de production de la vie sociale, la composition sociale et ethnique de la population et toutes les activités de la vie collective de la région.

2. - L'esclavage colonial fut le mode de production en vigueur, et fut poussé jusqu'à son extrême, par la traite des noirs et l'utilisation de cette nombreuse main d'oeuvre asservie selon une rigoureuse division du travail et une rationalisation extrême dans l'usage des forces productives. Dans le cadre de ce schéma rationnel de production, de productivité et de bénéfice, le phénomène de la croissance de la population esclave - selon Le Riverend - fut liée intimement à l'organisation d'une économie de plantation sucrière. La culture de la canne et la production sucrière exigeaient des centaines d'esclaves, au fur et à mesure qu'augmentait l'exportation de ce produit; l'intensification du travail provoqua une mortalité plus élevée parmi les esclaves, accéléra leur détérioration et força le remplacement plus rapide des Africains exterminés.^{1/} La durée de vie de l'esclave n'atteignait que 7 ans. La marchandise-force de travail était assimilée comme un instrument de production supplémentaire, un instrument à jeter après usage et dont l'amortissement devait se faire le plus vite possible, en accord avec la réalisation du maximum de bénéfices.

3. - Le mode de production était esclavagiste dans sa forme et capitaliste dans son essence. Le capital, la technologie provenaient de la métropole capitaliste et vers elle retournait l'importante plus-value; Bosch souligne que "la bourgeoisie coloniale française employait des méthodes capitalistes implacables et les équipes d'esclaves devaient fonctionner avec la précision qu'ont les machines d'aujourd'hui."

Ces colonies tropicales, monopoles super-rentables pour les centres hégémoniques, servaient donc, leurs fins d'accumulation de capital et comme marchés pour leur industrie en expansion. L'économie esclavagiste productrice, de sucre particulièrement, présentait une rentabilité nettement supérieure à celle des colonies de peuplement. "Elles étaient - nous dit Darcy Ribeiro - plus prospères et plus avancées technologiquement - et grâce à

^{1/} Le Riverend, op. cit., p. 81 - Bosch op. cit., p. 362.

leur haut degré de spécialisation, elles défiaient toute comparaison avec d'autres formes de production agricole. Elles menaient aussi à une concentration élevée du revenu, ce qui permettait de rémunérer grassement les capitaux investis"⁽¹⁾. Le sucre et l'esclavage enfermèrent les Caraïbes dans un anneau de fer.

4. - L'ordre socio-économique global variait selon le type de production dominante et les moments du développement du capitalisme européen. Dans les domaines du Roi Sucre : la Barbade (seconde moitié du XVII^{ème} siècle), la Martinique (première moitié du XVIII^{ème} siècle), Saint Domingue (XVIII^{ème} siècle), Cuba (XIX^{ème} siècle), l'organisation sociale se basait sur une grande concentration de capitaux et de la terre, d'une nombreuse main d'oeuvre noire, du travail et de la production intenses. "L'organisation sociale de l'esclavage dans ces entités, signale à ce propos Gordon Lewis, signifia la quasi-militarisation de l'économie de plantation pour éviter le danger de la rébellion esclave".⁽²⁾ Dans les précaires colonies de peuplement où la production ne se haussa jamais aux mêmes niveaux, l'esclavage résulta être moins intensif et la petite économie mercantile des colons et artisans y survécut. Jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle ce fut encore le cas pour Cuba, où les prémisses pour un développement capitaliste interne lié au marché mondial apparurent relativement tôt.

5.- La composition sociale fut marquée par le phénomène racial à des degrés divers. Etant blanche, la classe esclavagiste, et noire la masse d'esclaves, les contradictions de classes s'exprimèrent sous la forme de conflits raciaux. La domination existentielle du Blanc

(1) Ribeiro, op.cit. Tome 2, p. 218

(2) Gordon Lewis K., The Growth of the Modern West Indies, N.Y. 1968 p. 50-51.

découlait de son pouvoir à régir l'existence entière du Noir. Ces statuts respectifs furent confirmés par des normes légales, religieuses et ethniques. La rationalisation idéologique de ces normes convertit le facteur racial en base de la condition de maître et d'esclave. L'antagonisme entre oppresseurs et opprimés se transféra au niveau du conflit entre couches de différente couleur de peau. Cette incidence du facteur racial acquit son autonomie propre comme exemple des contradictions sociales, et teinta tous les conflits de classe d'un certain degré d'antagonisme racial.

Le conflit fondamental maîtres contre esclaves, s'imbriqua charnellement avec l'antagonisme racial et tout un éventail de préjugés mutuels. Il constitua le moteur de la transformation sociale. La mémoire sociale de l'oppression et de l'antagonisme racial marqua l'évolution postérieure de la région.

6.- Le phénomène culturel : à partir du vide créé par le "géo... et nocide" de la conquête, se créa l'imposition des valeurs européennes et de la praxis de l'homo fabens qui, historiquement, était de race noire, transplantée et opprimée. Le conglomerat culturel antillais ne devint pas seulement - comme l'écrit LLOYD Best - "une maison à la personnalité africaine" : la présence africaine se manifesta à partir de ce moment là dans tous les recoins et à tous les niveaux de la vie des Caraïbes.

L'aliénation qui résulte de la domination imprégna toutes les représentations culturelles antillaises des traits d'une culture opprimée : langues et religions interdites, valeurs esthétiques altérées, complexe d'infériorité raciale, bovarisme et daltonisme culturel, alors que la sève vigoureuse de l'ethnie noire soumise débordait le cadre oppressif. Une conscience abrutie se réveillait peu à peu. La rencontre

entre ces éléments ethno-culturels tellement différents et la lente aculturation des transplantés provoqua une genèse féconde. Cette création synchrétique engendra une culture nouvelle, constamment enrichie, ayant des formes originales d'organisation sociale et de création artistique.

7.- Comme conséquence du partage des Antilles entre les différents monopoles, les différentes entités connurent un processus total de satellisation. Ce phénomène de balkanisation sépara les Antilles entre elles d'une façon beaucoup plus accentuée encore que l'insularité naturelle, faisant évoluer chacune d'elles sans aucun lien ou contact mutuel. La satellisation politique par rapport aux centres respectifs, prit une force multidimensionnelle. Comme pouvoir d'oppression et d'intimidation, la puissance technologique et politico-militaire du centre s'extrapola vers le territoire satellite, ce qui traumatisa les populations asservies. Comme pouvoir d'attraction, elle employa toute la gamme de ses ressources économiques, politiques, éducatives et même psychologiques, pour diluer la personnalité socio-politique et culturelle antillaise en formation et pour lui injecter les valeurs assimilationnistes comme normes civilisatrices; comme pouvoir de décision à voix unique, elle s'érigea en force directrice de la conduite collective à tous les niveaux de la vie sociale. L'autorité, la hiérarchisation allaient de la métropole vers les sphères locales investies par la métropole elle-même. L'imposition étrangère agissait comme un tranquillisant, et son seul frein consistait en la résistance à l'oppression des cimarrones et les insurrections sporadiques, ainsi que la menace d'un soulèvement général.

A partir de cet impact multidimensionnel, les formations sociales antillaises évoluèrent selon une dialectique que

Fernando Ortiz ⁽¹⁾ définit en termes de contrep oint entre deux types de développement économique. Un type de développement centrifuge à partir de la production sucrière, (avec du capital, des connaissances techniques et une planification venus de l'extérieur), le cadre interne ne fonctionnant que pour satisfaire la recherche de profit et le transfert de celui-ci vers le centre étranger. Un tel développement, selon Ortiz, engendre la misère et la frustration. ⁽²⁾

L'autre type de développement - le centripète - exactement le contraire du premier, surgit (comme ce fut le cas pour la culture du tabac à Cuba) des connaissances et du capital domestiques, par l'initiative locale et pour le marché local. Il tendit à créer un marché intérieur, à stimuler le développement autonome et même à enrichir le patrimoine culturel en reconnaissant au propriétaire et au travailleur leur dignité de producteur.

Cette opposition entre deux lignes d'évolution économique, sociale et culturelle, présente une alternative qui semblait se poser à un certain moment de l'évolution antillaise. Elle aide à comprendre un problème central du développement historique : l'opposition entre le développement qui vient du centre vers le centre dominant externe et qui implique la perte de la détermination historique au niveau de l'objet subordonné et le développement de l'intérieur vers l'intérieur qui se situe au niveau du projet autonomiste, d'une société qui régit son propre destin. Cependant,

(1) Ramiro Guerra insiste sur le fait que la production sucrière a eu les conséquences suivantes sur les entités productrices : a) concentration agro-industrielle, b) le modèle colonial d'échange commercial (sucre contre biens manufacturés), c) dépendance vers le marché mondial d) expulsion des petits agriculteurs de monoculture, e) implantation des esclaves noirs. Voir Azúcar y población en las Antillas, Instituto Cubano del Libro, La Havane, 1970.

(2) Ortiz, Fernando, Contrapunteo cubano del azúcar y del tabaco. La Habana, 1940.

cette interprétation ne peut être comprise dans toutes ses implications que si on l'articule avec le développement du capitalisme mondial, au caractère totalisateur de sa domination.

Même si le développement centripète résultat intégrateur au niveau local, la force d'attraction et de pression du marché capitaliste mondial ne cessèrent point d'exercer leur action centrifuge, essayant d'incorporer ces communautés à la division internationale du travail imposé à partir du centre. A ce propos, il convient de se rappeler l'analyse suivante faite du cas brésilien par Caio Prado Junior, et qui s'applique singulièrement bien aux Antilles également.

"La colonisation prit l'aspect d'une vaste entreprise commerciale plus complexe que l'ancien comptoir, mais toujours avec le même caractère, destiné à exploiter les ressources naturelles d'un territoire riche au profit du commerce européen".

"C'est le véritable sens de la colonisation tropicale... et ceci explique les éléments fondamentaux, tant social qu'économique, de la formation et de l'évolution historique des tropiques américains. Si nous allons vers l'essence de notre formation, nous verrons qu'en réalité nous nous constituions pour approvisionner le commerce européen en sucre et tabac et quelques autres épices, et plus tard en or et en diamants; ensuite ce fut le coton et enfin le café. Ce fut de cette façon uniquement qu'avec un tel objectif, objectif extérieur tourné vers l'étranger et sans considérations pour tout intérêt autre que celui de ce commerce, qu'il s'organisa la société et l'économie brésilienne. Tout suivra cette même direction : la structure sociale ainsi que les activités du pays".

"Vint le Blanc européen pour spéculer, pour faire des affaires : investir ses capitaux et recruter la main d'oeuvre nécessaire : indigènes ou noirs importés. Avec de tels éléments articulés dans une organisation

purement productrice et mercantile s'est constituée la colonie brésilienne".⁽¹⁾

Ce rôle de l'esclavage fut souligné par Marx dans les termes suivants : "L'esclavage direct est un pivot de notre industrialisme actuel, ainsi que les machines, le crédit, etc.. Sans l'esclavage, il n'y aurait pas de coton, et sans coton, il n'y aurait pas d'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies; ce sont les colonies qui ont créé le commerce mondial et le commerce mondial est la condition nécessaire de la grande industrie mécanisée. Ainsi, avant la traite des Noirs, les colonies ne donnaient au monde ancien que quelques produits et ne changèrent pas visiblement la face de la terre. L'esclavage est donc une catégorie économique de la plus haute importance. Les peuples modernes n'ont pu que déguiser l'esclavage dans leurs propres pays et l'exporter vers le Nouveau Monde".⁽²⁾

Dans les Caraïbes, ce rôle et la fonction subalternes, intégrés à la logique de l'accumulation de capitaux des pays hégémoniques, restèrent en vigueur même après la disparition formelle de l'état de servitude. L'hypothèque historique de l'esclavage resta présente, en coexistence étroite avec de nouvelles formules variées d'exploitation économique et d'ordre socio-politique, toujours au sein d'une hiérarchisation imposée par les forces de domination.

Dans les pays qui obtinrent leur indépendance politique formelle au cours de cette étape historique (XIX^{ème} siècle), le nouvel ordre s'effectua sous l'impulsion de deux séries de facteurs : en premier lieu, les facteurs internes historiquement définis et manifestes à partir de la formation de l'état-nation et l'entreprise de conquête d'un certain

(1) Caio Prado Junior, Historia economica do Brasil. Editora Brasileira, Sao Paulo, 1970, p. 23.

(2) Karl Marx, Obras escogidas de Marx y Engels, Vol. II, p. 452, Edition Progreso, Moscou, 1966.

degré de détermination historique concréétisé dans l'indépendance nationale (Haïti 1804, République Dominicaine 1864). Cet accès à un certain pouvoir de décision quant à l'organisation politique interne, s'effectua au milieu d'influences, interactions, contradictions et conflits entre les niveaux antagonistes d'action sociale et de décision, entre les masses et les classes dominantes, et au sein même des groupes au pouvoir. Ainsi se marquèrent les contours de la personnalité historique de l'état-nation, sa composition sociale et les particularités de son organisation politique. Ces éléments internes conditionnent les formes de pénétration des facteurs externes. Cependant, ils s'adaptèrent progressivement à la coercition du lien néo-colonial. Le second type de facteurs - de caractère externe - furent entre autres l'assujettissement financier et bancaire et le classique schéma colonial en matière de commerce international; ils parvinrent à neutraliser peu à peu les tendances internes engagées dans la recherche d'une plus grande identité nationale et le succès d'authentiques projets autonomistes. Les classes dominantes se convertirent en instruments de la domination externe et manifestèrent une obéissance totale à cet ordre mondial polarisé par les pays du capitalisme central.

La condition néocoloniale, adoptant les nuances les plus variées selon les contextes historiques, souligna les traits du passé colonial. Elle se projeta dans la définition permanente des formations sociales des Caraïbes. Ernest Mandel déclare avec raison que :
"La structure actuelle des pays sous-développés est un produit de leur passé et de la façon particulière par laquelle ils sont liés au capitalisme".⁽¹⁾

L'esquisse précédente du phénomène des Caraïbes nous mène à approfondir théoriquement le caractère du lien qui existe entre cette périphérie et les centres du capitalisme mondial.

(1) Ernest Mandel, Traité d'économie marxiste, Juliard, Tome 2, 1964, p. 111. Selon Mandel, il s'agit d'un développement combiné, la combinaison d'un ancien régime en dissolution et d'un capitalisme qui s'abstient soigneusement de développer l'industrie, mais la développe à sa manière et selon ses intérêts.

II - La dépendance comme catégorie analytique

L'impact historique du capitalisme mondial en Amérique Latine, en Asie et en Afrique a revêtu la forme de conquête coloniale, puis de colonisation (colonie d'exploitation et non pas de peuplement), à laquelle ont succédé les diverses variantes néocoloniales ou impérialistes de la domination étrangère. Le capitalisme européen a contribué ainsi à modeler les structures internes des pays dominés, l'organisation sociale et le caractère de leur production, leur configuration sociale et politique, ainsi que certains traits de la conscience sociale de leur population. A cette action prolongée des vieux empires capitalistes, il faut ajouter, au cours du XXème siècle, la pénétration économique de l'impérialisme des Etats Unis, qui a introduit de nouvelles caractéristiques dans le contenu et dans la forme du phénomène de la domination-dépendance.

L'étude de la dépendance comme base et encadrement du développement des Antilles sera abordée à partir des tentatives de définition théorique surgies du processus d'expansion coloniale et impérialiste.

La vision centre-périphérie

Depuis Marx et Engels, des études très intéressantes ont été consacrées au rôle du système colonial - "ce Dieu étranger" - comme l'appella Marx dans le processus d'accumulation originelle de capital des nations européennes capitalistes.⁽¹⁾

Les recherches de Lénine et de Rosa Luxembourg sur le phénomène de l'impérialisme ont montré, à partir de l'étude du capitalisme monopoliste, la fonction qu'exercent les exportations de capitaux et le partage du monde dans la formulation des relations de domination entre l'impérialisme et les nations dépendantes.⁽²⁾

(1) Karl Marx, La acumulación originaria del capital, version espagnole, de l'Institut de Marxisme-Léninisme de Moscou, Editorial Grijalbo, Mexico, 1969, p. 95-96.

(2) Lénine V.I., L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Editions Sociales, Luxembourg, Rosa, Introduction à l'économie mondiale, Paris Anthropos, 1970.

Une perspective similaire qui part de l'étude du capitalisme monopoliste a orienté les travaux des chercheurs des pays socialistes, comme c'est le cas de l'économiste soviétique Arzumanian ou le polonais Oscar Lange et les marxistes des pays capitalistes avancés, tels que Bettelheim, Magdoff, Sweezy et Baran; cette vision centre-pays dépendants situe le phénomène "domination-dépendance" dans l'analyse de l'impérialisme et examine les fonctions des régions dominées comme sources de matières premières, marché pour les biens manufacturés, marchés de capital, sources de plus-value exorbitante, régions stratégiques pour le complexe militaire-industriel des Etats-Unis en particulier. ⁽¹⁾

Pierre Jalée et Arrighi Emmanuel, variant plus ou moins l'angle de l'analyse, ont centré leur objectif sur la nature des relations d'inégalité et d'exploitation entre l'impérialisme et le Tiers-Monde, accordant une attention particulière au corollaire de ces relations, que ce soit le pillage, l'accumulation d'une part, l'appauvrissement d'autre part. Samir Amin, quant à lui, montre comment la structure globale des relations entre le centre et les formations de "capitalisme périphérique" sert aux fins exclusives de l'accumulation des pays capitalistes centraux. ⁽²⁾

Dans toutes ces analyses, l'étude part du "centre", démarche dictée par la nécessité d'étudier le phénomène capitaliste dans sa dynamique et de connaître bien le terrain sur lequel se développent les contradictions fondamentales : bourgeoisie-prolétariat, monopole-nation, capitalisme-

(1) Arzumanian Anucharan, El imperialismo, Ed. Nacional de Cuba, La Havane, 1962; Oscar Lange, La economía de las sociedades modernas, Ed. Grijalbo, Mexico, 1966, Bettelheim, Charles, Planification et croissance accélérée, François Maspero, Paris, 1967. Magdoff, Harry, La era del imperialismo, Ed. Nuestro Tiempo, Mexico, 1969. Sweezy, Paul et Baran, Paul, El capitalismo monopolista de Estado, Siglo XXI Editores, Mexico, 1966.

(2) Jalée, Pierre, Le pillage du Tiers-Monde, François Maspero, 1967, Paris. Emmanuel Arrighi, L'échange inégal. Samir Amin, L'accumulation à l'échelle mondiale, Editions Anthropos, IFAN, Paris, 1970.

socialisme. Ce point de caractère méthodologique est indispensable pour la compréhension, la structure et aussi les mécanismes de domination du capitalisme à l'échelle mondiale, l'évolution et la perpétuelle rénovation apparente que celui-ci manifeste quant à ses méthodes. Cependant, il comporte le risque de diluer les composantes structurelles et de classe, ainsi que les composantes socio-culturelles spécifiques des sociétés dominées, c'est-à-dire les particularités régionales ou locales qui confèrent à la domination impérialiste, à l'échelle mondiale, une variété de formes.⁽¹⁾

Nécessité d'une vision périphérie-centre-périphérie

Par conséquent, il est nécessaire d'étudier dans le sein des "sociétés dominées" le jeu des forces économique-sociales, du mode de production et des relations sociales, telles qu'elles furent modelées par la rencontre obligatoire des particularités historiques, culturelles, écologiques et locales, et du capitalisme mondial et sa soif insatiable de plus-value.

(1) Par exemple, la théorie des "formations de capitalisme périphérique" de Samir Amin réunit dans une même catégorie les sociétés dépendantes, tellement diversifiées du point de vue du développement des forces productives, comme celles de l'Amérique Latine et d'Afrique, entités dépendantes, aussi diversifiées que l'Argentine ou Haïti, le Brésil ou le Togo, l'Algérie ou la République Populaire du Congo. A partir de cette catégorie générique, il est difficile de définir l'organisation sociale de la production et de la structure de classe au niveau local et d'évaluer le poids spécifique de l'impérialisme comme force de domination au niveau de chaque société, formation sociale dépendante. Christian Palloix, en se référant à la vision quasi exclusivement mondiale des problèmes du sous-développement de quelques sociologues latinoaméricains, considère cette approche incomplète et insuffisante pour capter la complexité des relations nationales au sein de l'économie mondiale. Il insiste sur la nécessité de connaître intimement les relations dans leur dynamique interne. Palloix, Christian, op.cit. L'économie mondiale capitaliste, Tome 1, François Maspero, Paris, p. 216-7.

La base de chaque société dépendante et ses superstructures participe des relations de domination-dépendance et de la spécificité des relations avec l'impérialisme, en fonction de facteurs déterminés, définis par l'histoire. Ici la dépendance présente une structure coloniale marquée par le sceau tribal, féodal communautaire et des institutions essentiellement précapitalistes (plantation, mine, enclave, désarticulation territoriale, dualisme, hypertrophie du capitalisme mercantile, ou état-national-marionnette-régime politique tribal ou féodal). Autre part, elle présente des traits industriels, constitue une société à dominance capitaliste ou totalement intégrée de libéralisme bourgeois ou de dictature militaire moderne (Uruguay-Argentine). Dans certains cas elle implique un développement financier et technologique aligné sur les standards socio-politiques ou culturels du centre le plus développé (cas du Québec). Le tout s'intègre dans cette division internationale du travail et de la production, conçue et gouvernée par le centre hégémonique de l'impérialisme mondial, les Etats Unis, selon la hiérarchie qui caractérise la société capitaliste contemporaine.

Une telle approche, qui incorpore le phénomène global de l'impérialisme, les régularités de la condition dépendante et l'analyse concrète des particularités historiques de la dépendance, nous permet de mieux définir les caractéristiques propres aux relations domination-dépendance et la configuration de la dépendance des diverses formations sociales.⁽¹⁾

La dépendance comme structure interne

La sociologie latino-américaine des dernières années a exploré la réalité latino-américaine, s'efforçant de comprendre la complexité des relations dialectiques domination-dépendance. D'un point de vue critique,

(1) Palloix signale l'importance fondamentale de l'articulation économique existant dans le centre et la périphérie, et la nécessité d'analyser cette articulation qui détermine que chaque formation se développe, se déforme ou se bloque, dans le complexe de l'économie mondiale capitaliste.
Op.cit., p. 17.

il faut tenir compte de l'inconvénient d'une perspective d'analyse qui part exclusivement du centre. Gustavo Beynaut, critiquant toute une tendance latino-américaine, militante, révolutionnaire, qui a étudié l'évolution historique de la région partant de la dynamique des centres de colonisation, signale à ce propos : "L'impact du capitalisme développé dans les pays "centraux" sur les "régions périphériques", s'interprète comme la cause externe (dans le sens de cause efficiente) à laquelle on peut et on doit attribuer, de façon directe, les caractéristiques adaptées par les structures économique-sociales de la région". Mais traiter les processus qui se développent dans la région latino-américaine ou dans n'importe quelle autre partie du continent, comme si ce qui se passe là n'était qu'une conséquence ou un effet de l'action d'un facteur externe ou de facteurs externes, implique la conversion de ces processus en quasi-épiphénomènes d'un fait causal fondamental : le développement du capitalisme dans les nations centrales. Ce point de vue, mené à ses conséquences ultimes, peut mener à vouloir étudier uniquement ce processus général (par exemple, la pénétration impérialiste) et à comprendre ainsi tous les processus observables en Amérique Latine, qui ne seraient que les effets du processus général.⁽¹⁾

Des chercheurs comme Alfonso Aguilar, Fernando Carmona, André Gunder Frank, Pablo Gonzalez Casanova, Fernando Enrique Cardoso, Octavio Ianni⁽²⁾, ont récemment orienté la recherche vers l'exploration

(1) Beynaut, Gustavo. Raíces contemporaneas de América Latina, cité par Tomas Amadeo Vasconi, dans "Dependencia y superestructura" Notas para un programa de trabajo. Revista Mexicana de Sociología, N° 4 Dic. 1969.

(2) Aguilar Monteverde, Alonso, Teoria y politica del desarrollo latinoamericano Universidad Nacional Autonoma de Mexico, 1967. Gonzalez Casanova, Pablo, Sociologia de la explotacion, Siglo XXI Editores Mexico 1969. Henrique Cardoso, Fernando, Dependencia y Desarrollo en América Latina, Siglo XXI Editores Mexico 1969. Ianni, Octavio, Imperialismo y cultura de la violencia en América Latina, Siglo XXI Editores, Mexico, 1970. En plus des auteurs cités plus haut, ont travaillé sur le concept, Quijano, Anibal, Dependencia, cambio social y urbanizacion en América Latina, Carmona, Fernando, El Drama de América Latina, Cuadernos Americanos, Mexico, 1964. Dos Santos, Theotonio, El nuevo caracter de la dependencia, Editorial Universitaria, Santiago de Chile, 1969.

d'une catégorie explicative fondamentale, qui permette de comprendre l'évolution historique et la condition actuelle de l'Amérique Latine à partir du phénomène global domination-dépendance.

La dépendance apparaît comme une catégorie inséparable de la catégorie domination. L'action du fait "externe" et du fait "interne" est considérée simultanément et ces faits se convertissent en éléments structurels qui forment un tout qu'intègre une structure fondamentale et institutionnelle de dépendance. Les formations económico-sociales historiquement constituées dans les régions dominées par le capitalisme mondial, sont marquées par cette structure et les institutions de la dépendance.

Gunder Frank, menant l'étude du phénomène domination-dépendance jusqu'à la recherche des racines du sous-développement de l'Amérique Latine, signale que "développement et sous-développement économique sont les faces opposées de la même monnaie". La contradiction métropole-satellite génère dans les satellites un sous-développement structurel. La métropole tend à dominer chaque fois plus fortement le satellite et de façon plus dominante. Pour la génération du sous-développement structurel - souligne Frank - encore plus important que le drainage de l'excédent économique du satellite, après l'incorporation de celui-ci au système capitaliste mondial, il faut noter l'imposition à l'économie nationale du satellite la même structure capitaliste et ses contradictions fondamentales. Ceci se produit dès qu'un pays ou un peuple est converti en satellite d'une métropole externe; la structure spoliatrice métropole-satellite organise et domine alors rapidement la vie économique, politique et sociale de ce peuple. ⁽¹⁾

Vasconi considère que "la dépendance est une condition configuratrice d'un certain type de structure interne dans les sociétés dépendantes"... Elle englobe une matrice de relations qui constitue la condition générale de toutes les déterminations

(1) Gunder Frank, André. Capitalismo y subdesarrollo en América Latina, Ed. Signos, Santiago de Chile, 1970, p. 22.

spécifiques observables...; elle se situe dans un ensemble théorique qui essaie d'arriver à une explication du développement capitaliste, tel qu'il se manifeste dans les régions sous-développées et périphériques qui existent dans le sein du système capitaliste international. (1)

Pour Ianni, "La dépendance est un processus historique constitutif et définit l'essence des sociétés latino-américaines". "La dépendance structurelle révèle le caractère spécifique du capitalisme en Amérique Latine". (2)

L'impact de l'impérialisme, selon Ianni, et des relations de domination-dépendance ont donné lieu à la création ou à la reformulation d'un système d'organisation et de relations socio-économiques et politiques à l'intérieur des sociétés dominées. Les structures dépendantes ainsi modelées, répondent aux besoins de la domination et de la condition subalterne et forment un tout marqué par la dépendance structurelle. "La dépendance structurelle révèle comment l'impérialisme s'introduit et se répand à l'intérieur de la société subordonnée, c'est-à-dire, comment se réalise l'intériorisation des relations de domination impérialiste par la société dépendante". (3)

Les particularités des structures (économiques, sociales, culturelles et politiques) de la dépendance et les variations de forme de la dépendance structurelle montrent que cette intériorisation ne se fait pas de façon uniforme. Sa configuration, sa profondeur et son ampleur varient selon les particularités (historiques, géographiques, dispositions naturelles pour des types déterminés de production, résistance à l'oppression) de chaque région périphérique. Il en résulte que l'organisation de la production, l'étape de développement ou le degré de sous-développement, ainsi que la structure sociale, la conformation des classes sociales et les formes de pouvoir politique diffèrent d'une zone périphérique à l'autre.

(1) Vasconi, op.cit., p. 301 et suivantes.

(2) Ianni, op.cit.; p. 18.

(3) Ibidem , p. 20.

Cette physionomie locale de la dépendance structurelle détermine les modalités et les types de relations entre l'impérialisme et chaque société subordonnée. " La dépendance trouve ainsi, selon Cardoso et Falleto, non seulement son "expression" interne, mais aussi son véritable caractère de mode déterminé de relations structurales".^{1/} Et ce mode déterminé de relations structurales est la base de la production et de l'extraction de la plus-value, au profit du centre capitaliste. Christian Palloix insiste sur ce point lorsqu'il affirme que pour "analyser le sous-développement des formations sociales dominées, il faut comprendre dialectiquement les relations de production nationales dans les formations sociales dites sous-développées".^{2/}

Les structures de la dépendance

Ces prémisses explicatives d'une situation historique concrète - l'Amérique latine - nous permet de comprendre pourquoi l'articulation centre-périphérie dans les relations de domination et subordination provoque un développement capitaliste inégal dans les différentes entités périphériques.

Dans certaines sociétés, le mode de production dominant et la définition globale de la formation sociale est précapitaliste, avec des caractéristiques d'économie tribale, communale, de subsistance, féodale ou mercantiliste, étant donné que l'insertion du capitalisme central a été moins massive et violente ou a dû affronter des conditions concrètes, naturelles ou historico-culturelles plus difficiles à surmonter. Ailleurs, le capitalisme est le mode d'organisation dominant puisque la pénétration impérialiste a été intense et s'est opérée sous des conditions historiques idéales (conditions naturelles, coût de la production, rendement des investissements, etc...).

1/ Cardoso et Falleto, op. cit., p. 28.

2/ Palloix, op. cit., p. 217.

Les particularités locales et le mode d'articulation avec le capitalisme mondial en résultant, causent la sensibilité, à des degrés divers, des entités dominées aux transformations techniques - exogènes ou à la modernité, qui peuvent stimuler ou freiner, selon les cas, leur pleine intégration au marché capitaliste mondial. Gonzales Casanova se réfère précisément au "féodalisme dépendant", au "capitalisme dépendant", comme caractéristiques globales apparues historiquement dans le processus de domination des zones périphériques de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, par le capitalisme mondial. ^{1/}

Cette intégration au marché mondial des diverses zones périphériques s'accompagne d'une subordination profonde qui enfonce ses racines dans la structure productive, les relations de marché ou de caractère financier, les systèmes compliqués d'institutions et relations techniques, politiques, militaires, etc., qui se conjuguent pour former l'armature complexe de la dépendance structurelle. Ces structures de la dépendance sont présentes à tous les niveaux de la base ou des institutions de la société subordonnée : dans l'organisation de la production, dans la circulation, la composition sociale et l'organisation politique. Leur incidence sur la définition de l'un ou l'autre secteur ou niveau d'activité sociale ou sur la dépendance structurelle, varie selon les types de lien domination-subordination. Ces mêmes facteurs conditionnent également l'importance relative d'une structure de dépendance en particulier, et le poids qu'elle peut acquérir au sein de la société dépendante.

1/ Gonzales Casanova signale à ce sujet : "Le développement d'une économie dépendante, où se développe tout ce qui est dépendant et s'élimine ou s'enlève tout ce qui est indépendant... Ainsi se développe un capitalisme natif dépendant... et se développe tout ce qui sert le capitalisme dominant : féodalisme dépendant, "esclavage dépendant", industrialisation dépendante", op. cit., p. 284.

Parmi ces secteurs d'activité sociale conformés par la domination existante, il convient de signaler les structures productives de la dépendance forgées et soumises aux desseins et aux décisions des centres quant au capital, la technologie, la spécialisation de la production, le marché, la destination de la plus-value, etc... En termes absolus, l'expression la plus typique serait la classique enclave coloniale (plantation, mine) qui participe à la conformation globale de la dépendance structurale, mais manifeste sa fonction subordinatrice propre, puisqu'elle est orientée vers le centre comme une espèce de prolongation technologique et financière de celui-ci et connectée à la communauté interne par le seul lien salarial, et, à un moindre degré, par les entrants.

Dans une vision plus complète, la structure productive de la dépendance peut être dérivée de l'analyse de la composition du Produit National Brut, de la participation respective et la dynamique des secteurs primaire, secondaire et tertiaire; du poids des secteurs publique et privé comme parties de la structure productive, de la composition respective du capital installé quant à son origine locale ou étrangère.

La relative autonomie subordinatrice d'un secteur productif (enclave, industrie sucrière, secteur services) s'établit en fonction du degré d'intégration et insertion de la dépendance structurale dans la substance productive-organisative des pays dépendants. Ce degré d'auto-intégration-insertion dépend à son tour de la participation du capital étranger dans le stock de capitaux de la société dépendante, de l'incorporation des investissements externes aux branches productives fondamentales et motrices (non seulement mines, plantations et services, mais aussi manufactures et financement). Il

dépend également de la destination de la plus-value obtenue sous forme de dividendes, du montant et de l'orientation des réinvestissements, des apports technologiques du centre dans l'infrastructure globale, du potentiel productif et de l'organisation sociale. Lorsque se conjuguent tous ces éléments constitutifs de la dépendance structurale, celle-ci devient une insertion essentielle et implique une intégration presque absolue de la société subordonnée à l'économie capitaliste mondiale (cas du Brésil, Mexique).

La dépendance structurale finit par absorber toutes les structures de production, de circulation et les superstructures, de la même façon qu'elle parvient à pénétrer tous les recoins de l'articulation centre-périphérie. Elle accentue dans la périphérie les contradictions existant dans le centre. Elle implique la modernisation, non seulement au niveau de la consommation, mais aussi de la structure productive qui s'ajuste aux critères technologiques du centre.

Mais au contraire, dans les sociétés subordonnées où il y a un niveau inférieur de liaison, d'intégration au marché mondial, une moindre intimité entre le capitalisme central et l'ordre productif-organisateur interne, les structures de dépendance acquièrent une plus grande autonomie. Leur connection avec le pôle dominant adopte en premier lieu un caractère sectoriel, bien que la configuration sociale globale reste marquée profondément par la détermination externe productrice d'un type spécifique de production-exportation et de liaison avec l'extérieur. Cette domination à travers les structures sectorielles est plutôt une pénétration et, à un degré moindre, une intériorisation.

A cause du niveau plus ou moins insignifiant du développement des forces productives internes et de l'organisation sociale dans ces formations, ainsi que l'intensité moins grande de son intégration au marché mondial, la force unificatrice hégémonique ne parvient pas à imposer à tous les niveaux et de façon homogène ses modèles d'ordre économique-social et ses normes de vie collective, même pas en termes de modernisation. Les structures de dépendance deviennent des structures d'articulation envers les centres dominants (commerciaux, financiers, politiques) et structures de pénétration de l'impérialisme dans les sociétés dominées (investissements directs, prêts, assistance technique, programmes militaires). Le statut colonial est plus apparent.

Ces conglomérats d'articulation et de pénétration constituent de nombreuses structures de dépendance et tendent à la dépendance structurale. Les premières correspondent à : 1) une composition déterminée du commerce extérieur : a) valeur et contenu des exportations, leur importance dans le P.N.B. et dans l'ensemble des activités économiques, le degré de contrôle qu'exercent sur les exportations la bourgeoisie industrielle, l'oligarchie parasitaire ou l'Etat, b) le type d'importations, leur fonction (consommatrice, somptuaire-productrice) et le bilan de la balance commerciale, c) les relations d'échange - facteur de plus ou moins grande importance - de plus ou moins grande décapitalisation; 2) une formulation déterminée des relations financières, structures de la banque, de la monnaie, structure de la balance des paiements, structure de la subordination à des organismes financiers internationaux publics et privés; 3) un réseau complet d'institutions estatales liées aux centres politiques, diplomatiques et militaires dominants et chargées de maintenir l'existence et le renforcement de la domination-dépendance.

Quant aux structures de pénétration, elles dérivent de la politique hégémonique et des nombreux instruments économiques, technologiques, idéologiques dont dispose l'impérialisme et qui agissent comme de véritables tentacules en fonction de leurs objectifs. Ces instruments varient du dollar investi, les dons d'excédents alimentaires, l'assistance technique, l'échange culturel, jusqu'aux émissions radiophoniques ou les images télévisées par satellites artificiels. Il s'agit d'une radiation extrêmement systématisée qui prétend diluer les sociétés nationales périphériques et les incorporer le plus intimement possible comme parties intégrantes du système.

La stratégie de la Domination.

Dans l'élaboration de leur stratégie globale, à partir des centres respectifs de domination et en particulier à partir de la puissance hégémonique du monde capitaliste, les grandes corporations monopolistes contrôlent rigoureusement l'organisation sociale de la production, l'étape de développement et les caractéristiques des structures de dépendance au sein de chaque formation périphérique. C'est ainsi qu'elles peuvent affronter les impératifs d'une violente lutte compétitive pour le contrôle des matières premières et des marchés de distribution de leurs produits manufacturés, grâce à la minimisation des coûts et la maximisation des taux de bénéfices. C'est ainsi qu'elles peuvent maintenir et rationaliser encore plus la division internationale du travail, à la recherche d'une accumulation maximale. Il est significatif que la majeure partie des investissements, dans les régions dominées de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie correspondent aux industries extractives. Au Canada, qui est également un fournisseur

important de matières, en particulier de pétrole, seulement 35 % des investissements sont étrangers dans les industries extractives, contre 45 % dans les manufactures. En Europe, le capital étranger dans les industries extractives est minime.^{1/}

Cette division internationale du travail établie par les centres hégémoniques du capitalisme mondial, modifie les termes de la spécialisation selon les besoins et les conditions du marché mondial, les progrès technologiques et la soif de plus-value. Les investissements s'orientent vers de nouvelles branches d'activité. La pénétration étrangère change de la dépendance vers une plus grande modernisation et un rendement plus élevé.

Cette stratégie fut surtout rationalisée après la Seconde Guerre Mondiale par l'action de divers facteurs de caractère économique et politique nés du développement impétueux du bloc socialiste, de la croissante inconformité des nations opprimées, de la compétition au sein des puissances impérialistes elles-mêmes et de la dynamique même de l'économie mondiale.

Dans la ligne de cette stratégie, l'Amérique latine, qui depuis quelque temps déjà était entrée dans un processus d'industrialisation dépendante, avec une modernisation et une croissance notoires, s'intégra encore plus au système mondial capitaliste, confirmant ainsi son rôle périphérique, mais sous des formes nouvelles et variées. Ce phénomène prit une ampleur particulière dans des pays comme l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil, le Mexique, le Chili, mieux dotés quant aux ressources et où, pour des raisons historiques spécifiques, les bases d'un développement national se

^{1/} Magdoff, op. cit., p. 224

fortifièrent à partir du XIX^e siècle. Dans les autres pays, le processus présenta d'autres profils variés : depuis l'économie pétrolière vénézuélienne "superdéformée" jusqu'aux traditionnelles économies bananières sur le point de s'intégrer à l'ère de la manufacture. Là également, l'intégration de ces conglomérats au système capitaliste mondial s'accrut, et de façon concomitante le processus de croissance économique et de modernisation.

Le périmètre antillais, à cause des caractéristiques de sa situation coloniale et néocoloniale, évolua dans le sens d'une plus grande satellisation et d'une intégration plus intense au système impérialiste mondial. Cette intégration eut comme effets une croissance accélérée et la modernisation, mais aussi l'accentuation des contradictions sociales dans le sein des communautés antillaises (conflits socio-politiques, émigration) et entre ces dernières et les pôles de domination (éclatements révolutionnaires, apogée du nationalisme, ...).

Pour caractériser les traits les plus représentatifs des formations sociales antillaises et leur développement récent, il convient d'analyser leur évolution au cours de la période historique qui culmine dans la décennie des années '60. Cette définition engloberait les généralités socio-économiques propres à l'ensemble antillais, établissant en même temps les différences les plus notoires, lesquelles seront extrapolées pour caractériser les modèles de développement les plus différenciés de la région.

III - Le profit structural de la dépendance

Au sein de la diversité des situations que l'on peut observer dans le passé et le présent des Caraïbes, certains traits reviennent régulièrement et permettent de dessiner le profit

sociologique de la région. Ces traits acquièrent une force supérieure à la communauté historique en tant que telle, ou la géographique. Dans leur contenu, ils se situent au-delà du dénominateur commun afro-ethnique et culturel ou des traits psycho-sociaux que peut avoir laissés l'empreinte britannique sur les pays du Commonwealth, ou l'étiquette française sur le monde antillais de la francophonie.

Ces traits sont des éléments essentiels de l'identité actuelle des Caraïbes. Ils forment le caractère de la dépendance et le sous-développement propres à cette partie du Tiers-Monde et la situent comme membre de cette "grande humanité qui a dit assez et s'est mise en marche".

Comme le schéma historique antérieur a permis de voir en kaléidoscope les racines du présent, l'analyse de celui-ci permettra de saisir dans sa dimension réelle le phénomène de la dépendance, ainsi que de préciser les traits communs à l'ensemble antillais.

Selon Samir Amin, les formations périphériques, bien que différentes au début, tendent à converger vers un modèle similaire dans l'essentiel. Ceci démontre la force unificatrice à l'échelle mondiale croissante du capitalisme, qui relègue au musée des vestiges du passé les particularités régionales, en organisant le centre et la périphérie en une seule structure mondiale hiérarchisée.^{1/} Malgré le bien-fondé de cette proposition, d'un point de vue théorique général, dans une perspective à long terme, l'analyse de la réalité sociologique des Caraïbes démontre qu'il existe de profondes différences qui séparent les entités malgré qu'elles aient été soumises, pendant près de 5 siècles, à l'action

^{1/} Amin, op. cit., p. 358-9

unificatrice des centres capitalistes mondiaux. Cette variation résulte de la multiplicité des métropoles, ainsi que de la dynamique interne de chaque entité. La convergence consiste donc en une tendance gouvernée en définitive par la détermination externe, bien que historiquement cette tendance ait mené à une certaine standardisation des modèles oppressifs et ait imprimé des caractères généraux propres à la région. Ceux-ci peuvent être regroupés en quatre catégories : 1) La prédominance du capital impérialiste dans les secteurs miniers, agricole et industriel qui produisent directement sur le marché mondial, 2) la relation d'échange inégale, soit l'articulation commerciale de domination-dépendance, 3) la tendance au renforcement du secteur bureaucratique à travers des prêts et des dons officiels impérialistes, 4) la conformation de la structure globale en fonction de la domination externe, qui provoque, en particulier, l'intégration de la bourgeoisie commerciale aux desseins du capital étranger.

Ces caractéristiques montrent une certaine variation selon le degré de pénétration ou d'insertion des forces économiques dominantes des structures internes. Le niveau le plus primaire de pénétration se situe dans le secteur minier. La connection au niveau industriel suppose déjà l'insertion de la puissance dominante dans l'organisme de la société dépendante, et implique déjà un degré plus avancé d'intégration centre-périphérie.

1 - La prédominance du capital étranger dans les secteurs minier, agricole et industriel

Dans presque toutes les Caraïbes, la production reste gouvernée par le paramètre externe qui détermine la demande dans le marché mondial, conditionne la composition de la production et

contrôle le capital investi dans les branches productives fondamentales. Le paramètre externe gouverne ainsi une relation sociale constitutive et concrète. Et selon Karl Marx, c'est toujours le rapport direct existant entre les propriétaires des moyens de production et les producteurs directs qui révèle le secret le mieux gardé, la base occulte de toute structure sociale.^{1/} L'insertion de la domination étrangère atteint donc le noyau le plus intime qui donne aux sociétés des Caraïbes leur caractère des "formations capitalistes dépendantes" et qui s'étend à d'autres sphères économico-sociales. Les traits spécifiques de cette domination influencent aussi bien l'essence des formations dépendantes que leur forme.

En général, la domination étrangère se cristallise dans une branche déterminée de la production et autour de celle-ci (selon le cas de la bauxite, le sucre, le pétrole, la banane ou le tourisme). Tant au niveau de la production comme à celui des transactions commerciales, ce secteur de pointe manifeste des traits structurels et fonctionnels communs à l'univers des Caraïbes, parmi lesquels il faut souligner les suivants :

- a) Participation considérable dans la valeur des exportations.
- b) Niveau technologique avancé et très haute concentration de capital en comparaison avec la structure productive globale.
- c) Volume réduit de la main-d'oeuvre employée.
- d) Subordination au centre de domination quant à l'origine de ses capitaux, marché de ventes et destination de la plus-value.
- e) Usage limité des entrants, génération limitée de bénéfices créés par les économies locales.
- f) Gravitation politique autour du pôle de domination.

^{1/} K. Marx, El Capital F.C.E., México, 1947, T. III, Vol. II, p. 917.

Pour une présentation du spectre structurel des Antilles, il est nécessaire d'analyser le rôle et la fonction qu'ont un ou plusieurs secteurs productifs dans la vie économique et sociale de certaines entités; rôle et fonction susceptibles d'extrapolation pour une définition sociologique globale de la région.

a) La bauxite

Le secteur de la bauxite en Jamaïque, République Dominicaine et Haïti présente des traits caractéristiques qui peuvent être résumés dans le tableau suivant :

TABLEAU N° 1

PRODUCTION ET EXPORTATION DE BAUXITE DANS QUELQUES
PAYS DES CARAIBES - 1968-1970

(milliers de tonnes et millions de dollars)

Pays	Année	Production	Exportation	Total exportation	% du total	% paiement exportation
Republica Dominicana	1968	1010	13	164	7.9	5.8
	1969	1100	15	114	8.2	6.2
	1970	----	15	214	7.0	4.9
Haïti	1968	450	4	364	11.0	10.3
	1969	650	6	377	15.9	14.3
Jamaica	1968	8410	46	251.0	18.3	13.8
	1969	10320	56	291.8	19.9	15.2
	1970	11920	58	342.1		

Source : AID : Economic Data Book Latin America, Washington, 1971.

Ces ressources minières ainsi que les réserves pour les années à venir sont contrôlées par des trusts internationaux qui opèrent soit dans des conditions d'oligopoles comme en Jamaïque, soit dans des conditions monopolistes comme en République Dominicaine et en Haïti. (*)

b) Le sucre

Quant au sucre dans les Caraïbes, il est contrôlé par les compagnies métropolitaines, selon une division territoriale fidèle à la géographie de la domination de la région, par les grandes puissances. A Puerto Rico, en République Dominicaine et à Haïti, opèrent des compagnies américaines. En Jamaïque, Trinidad, Tobago, la Barbade, ce sont des monopoles anglais. (**) En Martinique et Guadeloupe, ce sont les anciennes firmes coloniales françaises qui produisent le sucre dans des conditions de concentration croissante des capitaux et de la production. Les traits fondamentaux de la production et de l'exportation du sucre apparaissent dans le tableau suivant :

(*) La Aluminium Company of America - Alcoa - qui opère également en République Dominicaine ; la Aluminium Canada Alcan qui travaille en Jamaïque sous le nom de Jamaica Ltd. ; la Aluminium Patterns - Alpart - consortium de l'Anaconda ; la Kaiser Aluminium ; La Reynolds Mining Co. Inc. qui opère également à Haïti et the Revere Copper and Brass et la Falconbridge qui a reçu d'importantes concessions en République Dominicaine (Mac Donald, "The Commonwealth Caribbean" in the United States and the Caribbean Edit. by Tad Szulc, 1971, p. 137.

(**) En particulier la Tate Lyle, monopole qui fournit près de 60 % du sucre britannique et opère dans les îles les plus diverses du Commonwealth, fidèle au vieux schéma du Pacte Colonial : le sucre brut est embarqué pour être raffiné et transformé en Grande Bretagne d'où il est réexporté.

TABLEAU N° 2

PRODUCTION ET EXPORTATION DE
SUCRE DANS QUELQUES PAYS DES CARAIBES

1968 - 1970

(en milliers de tonnes et millions de dollars)

Pays	Année	Produc- tion	Expor- tations	Expor- tations a/	Expor- tations totales a/	% du total des expor- tations	% du prix des impor- tations
Barbade	1968	b/ 168	b 161				
	1969	b 145	b 129				
	1970	b 160	b 148				
République Dominicaine	1968	a 670	b 625	89	164	54.3	39.4
	1969	a 890	b 636	94	184	51.1	38.7
	1970	a 980 ^{P/}	b 793	111	214	51.9	36.2
Haiti	1968	b 62 ^{e/}	b 25	3	36.4	8.2	7.7
	1969	b 59 ^{e/}	16	2	37.7	5.3	4.8
	1970	b 66 ^{e/}	19	1	39.1 ^{P/}	2.6	2.1
Jamaïque	1968	a 452	b 397	45	251.0	17.9	13.5
	1969	a 389	309	39	291.8	13.4	10.2
	1970	a 375 ^{P/}	303	35 ^{P/}	342.1	10.2	7.8
Trinidad et Tobago	1968	a 240	b 203	24	472	5.1	5.6
	1969	a 240	201	26	473	5.5	5.4
	1970	a 240	171	26	482	5.4	4.8

^{P/} Préliminaire^{e/} Estimé

Puerto Rico : Production en milliers de tonnes : 1968 = 585; 1969 = 483 (Annuaire statistique des Nations Unies). Revenu net en millions de \$ US de la production totale : 1968 = 45.1; 1969 = 31.5 et 1970 = 36.6. c/ Le revenu net a représenté par rapport au total des exportations, pour 1968 = 3,0 % et 1969 = 1,9 % a/. Le revenu net a représenté par rapport au PIB, pour 1968 : 1,1 %, pour 1969 : 0.7 % et pour 1970 : 0.8 % c/

Cuba : La production a été de 5 315 et 5 534,000 pour 1968 et 1969 respectivement.

Source : a) AID, Economic Data Book Latin America Washington 1971
b) I.S.O. Sugar Year Book 1970 London, c) Junta de Planificacion
Puerto Rico Ingresos et egresos - informe al gobernador 1970

Le Pétrole

Les entités de la région qui ont mené la spécialisation économique à son plus haut degré sont Trinidad-Tobago et Curaçao-Aruba. Le pétrole joue un rôle totalisateur comme épine dorsale d'une dépendance structurale, qui s'irradie dans l'organisme social et transforme ces sociétés en appendices de l'économie métropolitaine. Ce secteur atteint un très haut niveau de concentration de capital, technologie, productivité et rentabilité. La production de pétrole brut fut, au cours des années 1968-1969, de 9 470 et 8 120 000 T.M. respectivement; la production d'essence fut de 1 510 000 T.M. et celle de gaz naturel de 1 610 000 T.M. en 1969. Les exportations de produits pétroliers atteignent en 1969 366 millions de dollars, pour un total d'exportations de 473 millions et en 1970, 372 pour une valeur globale de 482 millions, c'est-à-dire 80 % de la valeur totale des exportations. Dans les importations également, le pétrole a un poids considérable, puisqu'il arrive brut du Vénézuéla et de l'Arabie Séoudite pour être raffiné à Trinidad-Tobago. Le secteur pétrolier devient l'axe autour duquel tourne la vie du pays. (Tableau n° 3).

La production manufacturière dérivée de la pétrochimie augmente rapidement entre 1965 et 1969. Le gaz naturel se convertit en source importante de ressources nationales, tant comme matière première de base pour l'expansion de la pétrochimie comme pour la production d'énergie et la restauration de la pression des puits pétroliers. (*)

(*) A Trinidad opère la cinquième plus grande raffinerie de pétrole du monde (propriété de la Texaco). Avec la Shell, elle traite en moyenne 157 millions de barrils par an. L'industrie pétrochimique est la propriété de W.R. grace de New York, tandis que la Pan American Oil, filiale de la Standard Oil de l'Indiana possède une concession des réserves nationales de gaz naturel. (25% P.I.B. et 80% exportation) (Mc. Donald "Uncollier de colonies" Tri continental N° 24, 1971, p. 29).

Curaçao et Aruba nous montrent un profit structural similaire à celui de Trinidad. L'axe de l'activité économique et de la vie sociale de cette société est le raffinage du pétrole brut provenant du Vénézuéla. Deux immenses raffineries des plus modernes font concurrence aux installations de Trinidad-Tobago, quant au volume de production et à la technologie. Toutes ces entités ont une économie vulnérable face aux grands monopoles multinationaux.

TABLEAU N° 3

LE PETROLE ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES DE
TRINIDAD ET TOBAGO - VALEUR BRUTE

(en millions de dollars et en pourcentage)

1960-1970

	Exporta- tions	Pétrole b/	% du total b/a	Importa- tions	Pétrole brut d/	% du total d/c
1960	287,3	229,6	79,7	294,7	92,7	31,5
1961	347,1	238,6	83,1	347,3	150,1	43,2
1962	305,3	239,1	94,7	354,1	159,1	44,9
1963	374,7	307,4	82,0	378,0	172,3	45,6
1964	408,8	335,6	82,1	430,8	212,0	49,2
1965	403,8	305,0	75,5	477,6	231,2	48,4
1966	367,5	270,2	73,5	388,8	192,5	49,5
1967	381,7	275,3	72,1	361,9	174,5	48,2
1968	471,6	342,9	72,7	427,2	229,2	53,7
1969	473,8	343,1	72,4	483,2	249,1	51,6

En 1966, le taux de change est passé de 1,71 à 2,00 pour que se fasse le réajustement nécessaire.

Source : International Financial Statistics 1971 (FMI)

Le Tourisme

Le tourisme, quant à lui, est devenu une des branches les plus récentes de la domination-dépendance des Caraïbes. L'hégémonie américaine dans cette activité est indiscutable quant à la clientèle et l'équipement installé. Plages privées, bateaux de croisière, chaînes d'hôtels, restaurants, centres de diversions et de jeu, une impressionnante infrastructure touristique s'est constituée déviant les ressources des investissements étrangers ou de reproduction des branches productives vers les services touristiques.

Les Caraïbes ont toujours constitué une zone touristique par excellence. Cuba en particulier, jusqu'en 1959, recevait des volumes extraordinaires de touristes américains et fut le principal point d'attraction touristique dans la région. Pendant la décennie des années '60, l'apogée considérable de cette activité dans le monde entier, et la fermeture de Cuba aux courants touristiques, ont stimulé dans les autres entités antillaises les conditions d'un développement sans précédent de l'industrie sans cheminées. L'instabilité politique d'Haiti et de la République Dominicaine ne leur a pas permis de profiter de ces circonstances.

Les pays du Commonwealth des Caraïbes, Puerto Rico et, à un degré moindre, les Antilles françaises, ont vu se multiplier les arrivées de visiteurs à un rythme sans précédent. De considérables investissements de capitaux américains ont été effectués dans l'activité touristique dont les revenus, tout comme le volume de la main d'oeuvre occupée, ont augmenté fortement. Cependant, rappelons que cette activité est contrôlée par le capital étranger et ses alliés de la bourgeoisie locale.

A Puerto Rico, par exemple, en 1952, environ 70 000 visiteurs étrangers dépensèrent près de 10 millions de dollars. En 1960, les revenus du tourisme atteignent 58 millions; en 1969, ils montèrent à 220 millions (avec environ un million de touristes). Le total des revenus du tourisme à Puerto Rico pendant la décennie 1960-1969 fut de 1 220.4 millions, valeur compensée par les dépenses des Portorricains à l'étranger qui, pour la même période, s'élevèrent à 779.6 laissant un solde de 440 millions en faveur de l'île.^{1/} En Jamaïque, entre 1965 et 1970, les revenus du tourisme passèrent de 53 à 80 millions annuels. Ils constituaient 24 % des exportations en 1970 et la seconde source de revenus du pays.^{2/}

Dans les îles plus petites, comme celles du groupe des Bahamas, l'infrastructure touristique et les intérêts américains qui la contrôlent ont des privilèges tellement illimités (tels que les communications maritimes et aériennes directes avec les Etats-Unis, transit libre de marchandises ou de personnes, accès massif des moyens de communication américains), qu'il se produit une véritable occupation de ces territoires par le capital américain qui convertit ces îles en chasse-gardée, paradis de la contrebande où le roi-touriste porte le bouclier du dollar.

Les investissements

Les investissements directs ont constitué le véhicule de la domination externe dans l'appareil productif des sociétés antillaises. Il est difficile d'évaluer leur montant dans le périmètre des Caraïbes. Une des zones de plus grande concentration de capital étranger en Amérique latine et au monde. Il suffit de se rappeler que déjà en 1929, le montant des investissements américains dans cette région

1/ Junta de Planificacion Ingreso y Proucto, Puerto Rico, 1970.

2/ AID, Economic Yearbook Latin America, Washington, 1970, voir Jamaïque.

était d'environ un milliard de dollars, dont 919 millions rien que pour Cuba. En 1952-53, les investissements américains dans ce pays atteignaient 686 millions, ce qui conférait à Cuba la troisième place en Amérique latine, après le Brésil et le Vénézuéla. En République Dominicaine, à la fin de 1952, ils étaient de 123 millions, et à Haïti d'environ 30 millions. Ces chiffres peuvent donner une idée du montant que représentait, à la fin de cette décennie des années '50, le capital étranger dans toute la région des Antilles britanniques, françaises et hollandaises.

Le mouvement des investissements après une baisse en 1960-1961, à cause de la Révolution Cubaine, a repris son élan à partir de 1963-4. En Jamaïque, par exemple, le flux des investissements privés directs, pendant le quinquennat 1966-1970, fut de 539 millions de dollars, (66,4 en 1966 à 161,4 millions en 1970). A Trinidad-Tobago, pour la même période, ce montant s'approcha des 200 millions, rien de moins. Quant aux investissements américains, signale Franck MacDonald, les pays du Commonwealth britannique ont reçu, pendant la décennie de 1960, environ 300 millions de dollars investis par plus de 500 groupes.^{1/}

Ce mouvement d'investissements a été stimulé par une politique de bras ouverts, appelée "modèle portorricain d'industrialisation", qui consiste à offrir toutes sortes de privilèges monopolistes, exemptions fiscales, tarifs protectionnistes et même subsides.

En République Dominicaine, rien que pour 1970 et 1971, le montant des investissements privés directs fut de 61 millions et 80 millions.^{2/} A Puerto Rico, la croissance nette

1/ AID, op. cit., MacDonald, "Un collier de colonies", p. 30.

2/ Oficina Nacional de Planificación, Proyecciones Macroeconómicas del sector público, Plan des 7, Cuadro n° 2.

la croissance nette annuelle des investissements étrangers entre 1960 et 1970 à long terme, passa de 224,1 millions à 773,7 millions, arrivant, pour la décennie des '60, à la somme astronomique de 4 066 millions de dollars.^{1/}

C'est ainsi que l'on prétend intensifier le poids spécifique et la force dirigeante des secteurs dominants au sein des formations sociales antillaises, et intégrer de façon absolue ces formations à la métropole.

2 - L'articulation commerciale de domination-dépendance

La composition du commerce extérieur, le contenu des transactions commerciales et des capitaux, l'orientation des échanges avec l'extérieur, tous ces éléments de la liaison des entités des Caraïbes et du reste du monde forment une structure de relations économiques subordonnées.

La mono-exportation de produits agricoles tropicaux ou de matières premières et l'importation de biens manufacturés pour un marché interne dont la demande couvre toute la gamme des besoins des populations non-industrielles, sociétés de consommation bâtarde aliénées par l'effet de démonstration aux normes des centres. Cette structure commerciale constitue un frein puissant pour la formation d'un marché intérieur; les investisseurs potentiels étrangers ou locaux s'orientent par vocation vers le marché externe. En outre, le manque de protectionnisme ou, plutôt, le libéralisme économique en vigueur, s'oppose à toute tentative de projeter un système d'économie nationale.

^{1/} Junta Central de Planificación, p. 2-3.

Le déséquilibre de la balance commerciale s'aggrave par la détérioration des termes de l'échange. La décapitalisation des économies internes s'effectue à l'un ou l'autre niveau. Les échanges de services répercutent sur la balance des paiements avec des déséquilibres encore pis. Cette brèche croissante est impossible à combler; cela est rendu impossible par la configuration interne même de la société dépendante, ainsi que par la structure globale des relations internes-externes déterminées par la loi de la décapitalisation des sociétés subordonnées et l'accumulation de capitaux dans les centres.

TABLEAU N°4

SOLDE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DE QUELQUES ENTITES DES CARAIBES

	1966-1970				
	(en millions de dollars)				
	1966	1967	1968	1969	1970* P.
Jamaïque	56.8	77.4	116.1	137.9	171.8
Trinidad-Tobago	36	18	1	40.7	91.7
Puerto Rico	715.8	706.3	782.0	987.2	
Haiti	23.2	18.8	10.5	14.1	19.0
Rép. Dominicaine	74.1	69.9	85.2	86.2	12.2

Source : AID. Economic Year Book Latin America, Washington, 1970.

Junta Central de Planificación de Puerto Rico.

*p. provisoire

Ces relations obéissent à la même polarisation métropolitaine. Les Etats-Unis, l'Angleterre, la France jouissent de leur droit d'"exclusivisme métropolitain" ou, selon les cas, ils partagent les bénéfices. Cette structure de relations internationales correspond au statut subordonné. L'orientation géographique de ces transactions coïncide avec la polarisation métropolitaine. On comprendra donc que la décapitalisation qui résulte de ces saignées considérables de devises, serve les fins d'accumulation de plus-value industrielle et commerciale des métropoles respectives.

TABLEAU N°5

RENDEMENTS DU CAPITAL DANS QUELQUES ENTITES DES CARAIBES

1966-1970

(en millions de dollars US)

	1966	1967	1968	1969	1970 ^{*p.}
Haiti	3.7	2.9	3.1	3.6	3.6
Jamaïque	90.8	92.3	73.6	87.0	98.2
Rép. Dominicaine	20.0	22.2	19.0	23.4	2.6
Puerto Rico	115.6	142.0	163.0	183.6	220.3
Trinidad-Tobago	65.1	65.2	71.5	83.9	75.5
Barbade	.7				

Source : AID, Economic Year Book Latin America, 1970, Washington, 1971.

*p. Provisoire.

A cause de ce type de partage des fonctions dominantes et de la hiérarchisation qui se reflète dans le système mondial capitaliste, une partie de cette plus-value est canalisée au profit du centre hégémonique.

En Jamaïque, par exemple, en 1969, la zone du dollar eut une plus grande participation de 57 % du montant total du commerce de marchandises. Les exportations vers la zone de la livre sterling fut de 10 % pour concept de vente de manufactures à CARIFTA et d'aluminium au Ghana.^{1/} Même pour ce qui concerne la Martinique et la Guadeloupe, malgré la politique exclusiviste maintenue par la France, envers ces territoires, leurs transactions commerciales s'amplifient vers les Etats-Unis, l'Angleterre. Ce même schéma de liaison implique que le centre multiplie et fortifie ses liens au niveau du pouvoir politique et induise les groupes et organismes de pouvoir local à participer au maximum à la consolidation du statu-quo.

3 - La tendance au renforcement du secteur bureaucratique

Sous ces conditions, les prêts publics et la dette émergent comme des structures financières de domination qui pour suivent l'éternel objectif de l'accumulation. La pratique des dons qui s'étend considérablement au cours des dernières années, essaie de dissimuler sous un voile philanthropique l'essence oppressive de l'articulation. Ces subsides parviennent à pénétrer dans des domaines (éducation - santé publique) de peu ou pas de rentabilité pour l'investissement privé et public externe. Les bénéfices politiques et idéologiques de tels investissements-dons sont considérés à long terme.

Entre 1967 et 1970, la dette externe de la Jamaïque est passée de 91.2 à 121 millions de dollars, celle de Trinidad et Tobago de 63.6 à 70.5, et celle de la République Dominicaine de 146.5 à 286 millions. L'assistance externe a adopté les caractéristiques synthétisées dans le tableau n° 7.

TABLEAU N° 7
PRETS ET DONS DES ETATS-UNIS AUX ENTITES DES
CARAIBES (1946-1970)
(en millions de dollars USA)

	Haiti	Jamaïque	Trinidad Tobago	République Dominicaine
Agences officielles de développement, AID et agences antérieures	67.4	20	38.7	316.0
Aliments pour la paix	19.8	24.2	1.2	91.5
Assistance totale au développement	90.2	49.1	40.1	424.4
Prêts	6	10.7	40.1	225.6
Dons	84.2	38.4	-	198.8
Prêts à long terme de l'Export-Import Bank	28	32.5	22.7	31.8
Total aide économique	118.3	81.6	62.8	456.3
Prêts	34.1	43.2	22.7	257
Dons	84.2	38.4	40.1	198.8
Assistance militaire	4.3	1.1	-	26.9
Total (économique et militaire)	122.6	82.7	62.8	483.1
Autres programmes USA	26	55.6	62.8	82.2
Programmes autres pays capitalistes	2.6	63.4 ^(*)	-	1.5
Total	151.2	201.7	-	566.8

(*) Royaume-Uni = 54.0
Canada = 8.2

Source : AID Economic Year Book Latin America 1970 (PPC/3R), Prêts et dons à l'étranger, juillet 1971.

La planification et le financement de cette assistance spéciale incombent à l'organisme spécialisé du Département d'Etat, l'A.I.D. et une infinité d'organismes officiels et fondations privées promus par des "entreprises multinationales" ou directement par la C.I.A.

Il ne s'agit pas uniquement de mieux intégrer l'appareil estatal et le capital public aux projets d'investissements privés et de fournir des fonds pour des travaux d'infrastructure qui abaissent les coûts. Le but est aussi de contribuer à renforcer la subordination des états bénéficiaires envers le pôle donateur, et de servir les objectifs de la contre-insurrection et du contrôle idéologique à tous les niveaux. Il s'agit d'entraîner l'armée et la police, organiser la propagande et la guerre psychologique contre le socialisme, infiltrer les files du mouvement révolutionnaire ou étudiant, désamorcer le mouvement syndical, anihiler les guerillas ou neutraliser le "pouvoir noir". Dans d'autres cas, l'action s'oriente vers la promotion de programmes de "développement de la communauté", la modernisation de l'éducation, l'offre de bourses à des étudiants et la réalisation de recherches sociologiques.

Dans une perspective à plus long terme, ces programmes tendent à promouvoir le développement économique selon des orientations inspirées du "modèle portorricain" ou de l'Alliance pour le Progrès. On met surtout l'accent sur les mesures qui tendent à renforcer le secteur public et les organes de promotion. L'état se renforce comme distributeur du pouvoir d'achat et comme force de cohésion pour incorporer la petite bourgeoisie, les technocrates et même les étudiants.

IV - Un système de classes moulé de l'extérieur

Si la structure économique des entités des Caraïbes s'est faite à partir de l'extérieur et vers l'extérieur, leur composition sociale manifeste une orientation similaire. La pyramide sociale liée au pôle dominant est modelée par celui-ci dans ses couches supérieures. L'irradiation vient du haut vers le bas, agissant avec une plus ou moins grande intensité, selon le caractère de classe, la conscience collective et de classe et le comportement (incluant les habitudes consommatrices) de la population subordonnée. Seuls les secteurs les plus populaires et nationaux - du point de vue de leurs intérêts objectifs ou des racines culturelles - gardent leur authenticité essentielle.

Dans les communautés nationales qui possèdent une certaine tradition indépendante (Haïti, République Dominicaine, Cuba), l'affirmation de la personnalité nationale s'exprime de la façon la plus variée et la plus vigoureuse. Le nationalisme a ses racines dans le peuple. L'imposition ou l'adoption de certaines valeurs de la société dominante n'altère pas l'option nationaliste manifeste ou potentielle du gros de la population. La résistance à l'oppression part du "background" culturel ou historique et est plus susceptible de se projeter vers une dimension économique et politique. (x)

(x) Cette conscience nationale potentielle se cristallisa à Haïti au cours des années 1915-1934 contre l'occupation américaine. A Cuba, elle atteint son expression maximale avec la révolution dirigée par Fidel Castro. En République Dominicaine en 1965, au moment de l'insurrection d'avril et la lutte contre l'intervention américaine qui éclatèrent subitement.

Dans les pays qui obtinrent récemment leur indépendance politique, le changement institutionnel n'a généralement pas modifié les états de conscience de la période coloniale. Le sentiment national est historiquement jeune et se voit entravé systématiquement par le néocolonialisme moderne.

Ces limitations sont encore plus efficaces lorsque l'accès à l'indépendance se fit sans mobilisation de masses, lutte armée, profonds débats politiques et idéologiques qui auraient pu pénétrer dans les masses et forger la conscience nationale. L'accès à une certaine indépendance politique ou à un certain statut d'autonomie fut plutôt une initiative du centre dominant, inspiré par la détermination de conserver son influence et la subséquente nécessité néo-coloniale d'aliéner ou retarder la prise de conscience nationale des populations des Caraïbes.

Sous ces conditions, l'indépendance politique, au moment de fêter sa première décennie, n'a suscité aucune perturbation sérieuse dans l'ordre colonial. Les forces sociales les plus avancées n'ont pas atteint le degré de conscience politique nécessaire pour contester à fond le système traditionnel. Comme l'affirme Franck McDonald : "Malgré l'élection de politiciens noirs dans chaque état des Caraïbes intégré au Commonwealth, les absents et/ou les natifs d'ascendance européenne exercent un contrôle quasi total sur les leviers du pouvoir économique".^{1/} Bien que la face politique soit noire, le visage économique est blanc, comme le montre Gordon Lewis.^{2/} La structure de la société antillaise reflète cette situation qui se reproduit avec des nuances différentes dans les territoires anglais, les départements français, les Antilles hollandaises et l'opulente Puerto Rico.

^{1/} McDonald, Franck. Tricontinental, op. cit., p. 27.

^{2/} Lewis, Gordon K. The growth of the modern West Indies, voir chaps. III et IV.

Au sommet de la pyramide, les maîtres, et représentants du capital étranger qui constituent la prolongation de classe et de race du pouvoir blanc de la métropole.^{1/}

Ce sont les directeurs des plantations modernes de canne et de bananes, les directeurs des entreprises de bauxite, pétrole et manufactures, le personnel dirigeant des grands hôtels, cabarets et autres centres de divertissements pour touristes; les centaines de directeurs de banque (Barclays, Nova Scotia, Royal Bank of Canada et Chase Manhattan Bank) et les représentants des grandes "sociétés multinationales".

Un second facteur dominant est constitué par les blancs créoles (ou mulâtres selon les cas) intégrés au système néocolonial et qui sont les courroies de transmission du pouvoir externe... C'est à la fois une élite traditionnelle née de la stratification sociale et raciale de la colonie, et une minorité économique qui participe à la structure de dépendance, avec une fonction subordonnée par rapport aux groupes externes et dominants par rapport à la société interne. Elle possède du capital investi dans certaines branches des services (commerce - assurances - tourisme - construction) et sert d'agent, de représentant des entreprises d'outremer.

^{1/} Nettleford signale au sujet de la Jamaïque que plus de cent entreprises sont contrôlées par quatre familles blanches. En fait, la bauxite et le tourisme sont aux mains d'Américains, le sucre est anglais, les assurances et la banque canadiennes, le commerce et les services appartiennent à des Juifs jamaïcains, l'industrie et le commerce de l'habillement sont libanais, le commerce de vivres, chinois".

Nettleford, Rex M. Identity, races and protests to Jamaica, William Collins et Sangster, Jamaica, 1970, p. 139.

Dans presque tous les territoires des Caraïbes, les postes de gouvernant sont occupés par des politiciens noirs. Derrière ceux-ci, se trouve le pouvoir métropolitain blanc omniprésent et les éléments blancs créoles déjà tropicalisés depuis une ou deux générations. Le personnage le plus fonctionnel dans ce rôle est l'intellectuel avec un certain prestige et pouvoir charismatique ou le dirigeant ouvrier avec capacité organisationnelle qui a réalisé le transfert de classe et combat à partir des forteresses de la bourgeoisie coloniale, selon la tradition des aristocraties ouvrières anglaise, hollandaise ou américaine. Il s'appuie sur le pouvoir économique de l'élite créole et le pouvoir militaire-administratif néocolonial métropolitain; dans de rares cas, les blancs occupent directement le pouvoir politique, comme c'est le cas de la minorité anglaise exclusive et aristocratique de la Barbade.^{1/}

Un quatrième niveau est constitué par les secteurs moyens (professionnels, petits fonctionnaires, commerçants, intellectuels). L'ampleur sociologique de ces secteurs varie selon le degré de développement des différentes sociétés des Caraïbes, et la mobilité sociale en leur sein. Leur poids spécifique varie selon qu'il s'agisse d'une société de stratification rigide comme à la Barbade, ou d'une société nationale comme Haïti, où ces groupes ont une grande importance politique et intellectuelle; ou un pays comme la République Dominicaine qui a vu s'élargir considérablement ses classes moyennes sous l'effet de la modernisation, ou bien Puerto Rico où la société de consommation a prétendu effacer les frontières de classe au bénéfice de leur condition de consommateurs.

^{1/} Maingot, Arthur P. "Social Life in the Caribbean", in Tad Szulc, op. cit., pp. 65-66.

Une catégorie sociale plus précise est celle du prolétariat industriel dont l'importance numérique est de loin inférieure à sa force économique réelle. Son poids dans la formation de la richesse est assez considérable pour le degré de technification des principales productions (bauxite, pétrole), et les innovations technologiques introduites dans la manufacture, ainsi que dans les services. Les autres fractions de la force de travail réunissent :

- a) les travailleurs qui ont une occupation stable, même s'ils n'appartiennent pas à la classe ouvrière industrielle,
- b) les ouvriers saisonniers et les chômeurs déguisés,
- c) l'immense armée de chômeurs qui comporte environ 25 % de la force totale de travail dans toutes les Caraïbes, avec des variations assez marquées d'une entité à l'autre, et,
- d), finalement, la masse paysanne.

Dans certaines entités antillaises totalement intégrées au capitalisme mondial, la population paysanne a été absorbée ou presque, mais continue à être une force considérable dans des sociétés comme la République Dominicaine ou Haïti, qui ont une large base démographique et agricole. Celles-ci sont moins incorporées au capitalisme et en leur sein l'économie de subsistance ou mercantile caractérise encore toujours, à un degré plus ou moins grand, la force de travail occupée dans l'agriculture. Cette masse ne participe pas aux progrès spectaculaires de la modernisation.

Au contraire, dans la mesure où l'on descend cette pyramide sociale, dont le sommet est lié au capitalisme mondial, les conditions de vie sont plus précaires et révélatrices du sous-développement structural. Les groupes qui définissent la condition

sous-développée peuvent être les groupes dominants ou la grande base dominée. Dans le premier cas, il s'agit de sociétés tellement pénétrées par les forces exogènes qu'elles se sont intériorisées dans leur essence même et exercent une influence homogénéisante ou du moins modernisante sur leurs appareils de production, mais fondamentalement sur le mode de vie. La satellisation-assimilation est caractéristique pour toute cette gamme de territoires organiquement liés à leur métropole comme Puerto Rico. Cette assimilation est basée sur un système compliqué de pénétration-internalisation et irradiation qui arrive jusqu'aux recoins les plus cachés de cette entité et qui entraîne les déformations structurales et institutionnelles bien connues. (x)

De cette réalité objective du néocolonialisme se dégagent tous les reflets psycho-sociaux de l'oppression : racisme ouvert ou déguisé, privilèges aux étrangers, imposition des valeurs blanches, discrimination économique et sociale contre les "natifs". Dans la mesure où l'intégration-assimilation est plus forte, les valeurs et déformations du colonialisme s'imposent encore plus.

La situation est assez différente lorsque la base économique et humaine de l'entité subordonnée est plus ample, et le sommet de la pyramide sociale est plutôt réduit aux secteurs de pénétration avec fonction décapitalisatrice. L'homogénéisation tend alors à s'effectuer

(x) Le dirigeant libéral réformiste de la Jamaïque, Michael Manley (actuellement Premier Ministre), caractérise ce modèle, quant à la Jamaïque, dans les termes suivants, qui incluent la configuration typique de ces entités satellites : "les directions de base de l'économie montrent que nous vivons encore dans une économie de type colonial, incluant, récemment, des biens étrangers, des marchés étrangers, du capital étranger, des idées étrangères, etc." 1/

1/ Nettleford, op. cit., pp. 166-167.

à partir de la base dont la productivité est minime et dont le niveau technologique est extrêmement bas.

Le sous-développement structural et fonctionnel atteint un degré qui convertit le modèle en anti-développement, comme c'est le cas pour Haiti ou de "proto-développement frustré", comme en République Dominicaine. L'analyse plus approfondie des expériences de développement de Puerto Rico et de la République Dominicaine montre dans chaque cas l'incongru et l'impossibilité du développement au sein de la dépendance.

IV - De la domination-assimilation à la libération

Le "modèle" portorricain.

L'expérience du développement de Puerto Rico est intrinséquement liée à sa condition de colonie de la plus grande puissance capitaliste du monde, ce qui l'entraîne dans une intégration métropole-colonie sans précédent qui tend à son assimilation totale par l'organisme impérial. Ce phénomène fondamentalement économique (et conforme aux lois de l'expansion horizontale et verticale des formations sociales du capitalisme central) se situe dans le cadre de certaines coordonnées historiques qui lui donnent un sens au sein de la stratégie de l'impérialisme contemporain. Ces coordonnées de la trajectoire historique de Puerto Rico correspondent aux trois phases de l'évolution du système capitaliste : a) la grande crise des années 1929-34.

REPORT OF THE COMMISSIONER OF THE GENERAL LAND OFFICE
FOR THE YEAR 1891

THE COMMISSIONER OF THE GENERAL LAND OFFICE
HAS THE HONOR TO ACKNOWLEDGE THE RECEIPT OF
THE REPORT OF THE COMMISSIONER OF THE
LAND OFFICE FOR THE YEAR 1891
AND TO STATE THAT THE SAME HAS BEEN
FORWARDED TO THE SECRETARY OF THE
LAND OFFICE FOR THE YEAR 1891
AND TO THE SECRETARY OF THE
LAND OFFICE FOR THE YEAR 1891

IN WITNESS WHEREOF, I HAVE HEREUNTO
SET MY HAND AND SEAL AT WASHINGTON
THIS 10TH DAY OF JANUARY 1892

JOHN W. FOSTER
COMMISSIONER OF THE GENERAL LAND OFFICE

THE COMMISSIONER OF THE GENERAL LAND OFFICE
HAS THE HONOR TO ACKNOWLEDGE THE RECEIPT OF
THE REPORT OF THE COMMISSIONER OF THE
LAND OFFICE FOR THE YEAR 1891
AND TO STATE THAT THE SAME HAS BEEN
FORWARDED TO THE SECRETARY OF THE
LAND OFFICE FOR THE YEAR 1891
AND TO THE SECRETARY OF THE
LAND OFFICE FOR THE YEAR 1891

qui obligea les Etats-Unis à redéfinir leur politique économique interne et continentale, b) la conjoncture créée par la Seconde Guerre Mondiale et ses répercussions sur la géographie et la politique du colonialisme mondial, c) l'impact de la révolution cubaine sur le système hégémonique des Etats-Unis en Amérique latine. Ces faits déclenchèrent des mécanismes d'action économique, politique et administrative de façon plus accélérée que ne l'aurait fait le simple expansionisme du centre.

A partir de là et de la nécessité historique de réprimer le mouvement nationaliste en pleine expansion à partir des années de la crise, les initiatives métropolitaines élaborèrent ces éléments pragmatiques et ces programmes en un ensemble de politique économique, la planification ("planning"), dont le professeur Perloff de l'Ecole de Planification de Chicago, a été le cerveau et qui eut comme exécuteur le Gouverneur américain Tugwell et son successeur, le Portorricain Muñoz Marin.^{1/}

Ainsi, le colonialisme classique se termine au cours de la décennie 1930 avec le départ du dernier gouverneur américain. L'administration Roosevelt, tout en maintenant son armée d'occupation en territoire portorricain, fait appel à ses mandataires locaux pour se charger du gouvernement formel. Elle fournit généreusement dons et subsides en tous genres pour des programmes de développement. Le planning englobe une réforme agraire qui

^{1/} Lewis, op. cit., p. 147. - Perloff, Harvey S. - Puerto Rico's Economic future. University of Chicago Press, 1950.

modernise l'agriculture sans mener à des changements substantiels dans les structures de la propriété; il comporte également la promotion d'un important secteur de services publics, la constitution d'organismes d'état de développement, la promotion de certains programmes de développement étant le point le plus important de l'opération Bootstrap, l'institution d'un système fiscal avec exemptions pendant 17 ans et privilèges, qui convertit l'île en paradis pour les investisseurs à la recherche d'un maximum de bénéfices. Tout cela, dans le cadre d'un contrôle politique strict assuré par le Parti Populaire Démocratique (fondé par Luis Muñoz Marin en juillet 1938) et surtout à travers le puissant appareil politico-idéologique et militaire de la métropole impérialiste.^{1/}

A partir de 1952, cette situation est définie par la formulation juridico-politique de l'"Etat Libre Associé" (Commonwealth* of Puerto Rico). Sur la base de la solide infrastructure consolidée au cours des deux décennies antérieures, on a pu obtenir une plus grande assimilation économique-politique, augmenter les investissements et multiplier les liens, sans devoir recourir à la coercition violente; ainsi s'est créé un climat semblable à une apogée de la liberté d'entreprise et la libre association basée sur des intérêts mutuels.

^{1/} Voir Lewis K., Gordon. Puerto Rico, freedom and power in the Caribbean. Harper Torch Books, N.Y. 1963.

* Cette formule s'inspire d'une idéologie chère au libéralisme bourgeois, qui aide à calmer la mauvaise conscience colonialiste de l'Amérique du Nord, où, comme le souligne Gordon Lewis, l'impérialisme a toujours été dilué par l'omniprésent ensemble d'idées démocratiques qui constitue un patron de l'existence nationale". Cette formule suggère également, à l'échelle latino-américaine et mondiale, l'idée de rapports entre "associés", au moment où s'écroulait le système colonial classique. Id., p. 134.

Au cours des quinze années qui suivirent, plus de mille industries manufacturières s'installèrent dans l'île. Le produit net de l'industrie manufacturière augmenta de 90 à 535 millions, soit de 12 % à 24 % de la valeur totale de la production. L'emploi dans la manufacture doubla, passant de 60 000 à 130 000 personnes. La production globale quadrupla, de 750 à 3 336 millions de dollars. Le revenu per capita de l'île en 1969 était de 1 200 dollars, ce qui était supérieur à celui de tous les pays latino-américains, et même de l'Italie et du Japon. Les importations des Etats-Unis furent de 1 800 millions de dollars, soit plus de cinq fois le montant de 1952, dépassant en valeur absolue les importations du Mexique, du Brésil ou du Vénézuéla, et en termes per capita, celles du Canada, le principal marché des Etats-Unis dans le monde.^{1/} Et Puerto Rico en vint à occuper la cinquième place parmi les marchés des Etats-Unis. Il est évident que le commerce extérieur de l'île s'effectuait sous des conditions de véritable pacte colonial : 90 à 98 % de ses importations proviennent de la métropole et 80 à 90 % de ses exportations ont la même destination.^{2/}

Le marché interne crut dans des proportions extraordinaires, grâce à la hausse considérable du revenu et à la quantité de devises procédant du tourisme et des transferts de salaires de travailleurs émigrés. Ces facteurs, ainsi que la croissance de la classe moyenne et les effets d'une gigantesque machine publicitaire d'exaltation de la consommation, firent entrer le pays dans la civilisation du supermarché. Puerto Rico commença à consommer fébrilement ce

^{1/} Huberman, Leo. "La situación económica de Puerto Rico", p. 79 Casa de las Américas, Vol. 1, n° 2, Agosto-Septiembre de 1960

^{2/} Stepansky, in Tad Szulc, op. cit., p. 85-86

qu'elle ne produit pas et à produire ce qu'elle ne consomme pas". L'intégration aux normes de la société de consommation dépassa même ce qui se produisit dans la société de consommation elle-même.

En même temps, l'associé fit son entrée dans les branches de la technologie avancée. L'île ne disposa pas seulement d'une infrastructure industrielle, d'un réseau efficace de services, d'une main d'oeuvre industrielle bien formée, mais jeta également les bases d'une utilisation maximale de la technologie moderne. Quelques unités productrices d'énergie nucléaire furent installées (Rincon) et d'autres furent projetées, dont les buts étaient, entre autres, d'alimenter en énergie bon marché une raffinerie extrêmement moderne d'aluminium que compte construire un trust américain pour traiter la bauxite provenant de la Jamaïque, de la Guyane et de Suriname. D'autre part, l'industrie pétrochimique fut fortement stimulée par des investissements atteignant 400 millions de dollars.

Du point de vue du centre hégémonique, il s'agit d'aligner la structure productrice du satellite sur les niveaux métropolitains et d'introduire une plus grande infrastructure technologique; et de réaliser d'importants investissements.

Cette concentration prétend souder organiquement le satellite à sa métropole et mène - à l'extrême - l'obligatoire assimilation institutionnelle, par la multiplication des liens politiques, idéologiques et militaires. Cette entreprise techno-économique qui s'appuie sur la base institutionnelle et sur la présence militaire américaines, est orientée par et pour les monopoles, qui profitent des conditions idéales offertes par ce que Maldonado Denis appelle "le capitalisme de serre".

"Le capital américain ne contrôle pas seulement 90 % du commerce extérieur, mais également 80 % de la production industrielle, 50 % de la production agropéculaire, 40 % du commerce de détail, 100 % des communications et transports maritimes et aériens".^{1/}

On a amplement répété dans les cercles officiels que les hauts bénéfices du capital investi dans l'île se situent en général dans l'ordre de 24 %. On a évalué que les dividendes exportés par les investisseurs américains au cours des cinq premières années de la décennie des '60 atteignirent environ 200 millions annuels et 350 au cours du deuxième quinquennat, pour atteindre 500 au cours des dernières années.

En tenant compte des investissements provenant de l'extérieur, surtout des Etats-Unis, et qui passèrent de 226 millions en 1960 à 695.9 en 1969^{2/}, on se rend compte du fait que pour chaque nouveau dollar de capital investi, les monopoles en retirent en un an de 1.30 à 1.50 dollar, par rapport à leurs investissements antérieurs.

Mais les monopoles ne prétendent pas uniquement d'arriver à l'absorption totale de l'île et à sa dissolution dans les grands ensembles métropolitains. Ce projet coïncide avec la nature même et les objectifs du complexe industriel-militaire : il s'agit de

^{1/} Ospaal, Secrétariat Exécutif, Déclaration sur Puerto Rico, La Havane, 1966, p. 2.

^{2/} Maldonado Denis, op. cit., p. 154. - Ospaal, op. cit., p. 2. Junta de Planificación de Puerto Rico, Rapport au Gouverneur, Tableau n° 1, 1970 - Prensa latina, Tres Continentes, p. 786

maintenir cette tête-de-pont impérialiste au coeur des Caraïbes et de diffuser ses succès à travers toute l'Amérique latine et le Tiers-Monde. (x)

Le modèle portorricain de développement a surtout été proposé aux nations latino-américaines après la révolution cubaine, comme alternative de la révolution dans la liberté.

Le rôle militaire de l'Etat Associé se dégage du fait même que l'île constitue une place d'armes et une des zones de plus grande concentration militaire au monde. Treize bases navales et militaires couvrent un territoire de 40 000 hectares qui correspond à 13 % des terres cultivables.

En outre, ces bases sont employées comme centres de spécialisation pour officiers latino-américains et d'entraînement d'agents de la C.I.A. (contre Cuba et autres pays latino-américains). Ces fonctions de tête-de-pont militaire s'accompagnent du privilège que possède la puissance dominante d'effectuer une conscription forcée de jeunes portorricains pour son armée et ses guerres.

(x) La déclaration suivante du Vice-Président Humbert Humphrey, datant de novembre 1965 est bien significative; elle loue les mérites de "l'extraordinaire révolution sociale et économique qui, en 25 brèves années, a fait de Puerto Rico une oasis de paix et de progrès dans le bassin agité des Caraïbes... Cette révolution qui est entrain de convertir l'expérience de Puerto-Rico en critère de l'avenir pacifique et démocratique de l'hémisphère". 1/ Cette même idéologie a été propagée par des centaines de propagandistes, parmi lesquels des hommes d'Etat, spécialistes en sciences sociales, publicistes américains ou intellectuels latino-américains aveuglés par la "prospérité" de l'île.

1/ Maldonado Denis, op. cit., p. 199.

Sous de telles circonstances, l'impérialisme et l'administration coloniale ont agi avec le maximum d'efficacité et de rationalité dans ses projets pour faire de l'île un laboratoire du capitalisme subordonné. Malgré les résultats de cette expérience, elle ne semble pas avoir satisfait les revendications de la communauté portorricaine, et avoir atteint les objectifs assimilationnistes inhérents au statut de l'île.

Il est apparu clairement, malgré les efforts publicitaires de l'Establishment, que le modèle portorricain constitue une entreprise néocoloniale de l'impérialisme contemporain; qu'il représente une prolongation de la technostructure des grands conglomerats économiques et du complexe industriel-militaire, mais une prolongation hors du territoire métropolitain. La dépendance structurale englobe la dimension sociologique totale de Puerto Rico et a mutilé objectivement certains éléments de sa personnalité.

Cette déformation apparaît dans la composition de la force de travail, qui révèle la ruine de l'agriculture, l'hypertrophie des services et le taux élevé du chômage. Alors qu'en 1940 le revenu net produit par le secteur agricole constituait 31 % du total du revenu net, en 1970 il représentait seulement 4 %. La structure de la production est définie par les données suivantes, d'une force de travail de 1 074 000 personnes, 676 000 étaient occupées dans des tâches non-agricoles : l'agriculture employait 134 000, la construction 78 000, le commerce 79 000, les transports et communications 39 000 et les services 204 000. Et ceci sans inclure les chômeurs qui étaient 328 000.^{1/}

^{1/} Déclaration du Parti Populaire Socialiste, San Juan, 1971, p. 3.

La ruine de l'agriculture a une signification particulière dans la dynamique du système. Elle a provoqué un chômage considérable que l'industrie n'a pas pu absorber, étant donné le haut niveau de mécanisation de tout le système productif et malgré l'hypertrophie du secteur tertiaire.

Par conséquent, les conditions de vie d'amples secteurs de la population sont aussi, ou plus précaires que celles décrites par Oscar Lewis, dans son portrait de la misère à Puerto Rico. Le recensement fédéral américain de 1960 indique lui-même que 47.9 % des familles portorricaines reçoivent moins de 1 000 dollars par an et 31 % moins de 500 dollars. Environ un tiers de la population de l'île, soit par manque de travail, soit par insuffisance du revenu familial, essaie de survivre grâce à des subsides, l'assistance publique et des dons en aliments.^{1/}

Une véritable armée industrielle de réserve coloniale alimente la grande armée de réserve de la métropole.

Pendant la période 1940-1960, à cause de l'émigration vers les Etats-Unis, l'île a perdu le gain futur d'un million de personnes (70 % des émigrants ont de 15 à 39 ans).^{2/}

Cette migration obéit à la rationalité maximale du système : chômage dans l'île, exodes de travailleurs, chômage accru dans la métropole, dégradation du marché du travail. Dans ces conditions, l'ouvrier émigré et intégré à la société de consommation, est aussi aliéné que les secteurs de la population qui se sentent membres de la modernisation et de l'"association" avec la métropole. La dépendance,

^{1/} Maldonado Denis, op. cit., p. 151.

^{2/} Id., p. 163.

qui a ses racines au plus profond de la conscience collective aliénée, apparaît dans la psychologie du comportement des élites et des secteurs assimilés. Mais cette rationalité porte en soi des contradictions profondes et irrémédiables qu'il lui est impossible de freiner dans son processus d'exaspération. De telles contradictions mettent en question la survie à long terme du système, quels que soient les moyens rationnels que celui-ci emploie : efficacité désarrolliste, injections massives de capitaux et de technologie, action idéologique, technique de contre-insurrection.

Le contrôle politique et l'intimidation policière, ainsi que l'emploi des moyens de communication de masse, après avoir mené à son paroxysme l'aliénation institutionnelle, ont commencé à perdre leur efficacité par saturation, et à cause du contexte mondial et le travail persévérant de conscientisation réalisé par les courants indépendantistes.

La société portorricaine participe à la crise de l'impérialisme et aux maladies du dollar : le chômage chronique et la conscription obligatoire répercutent avec plus d'impact encore sur la classe ouvrière portorricaine émigrée, toujours discriminée et exploitée, et appartenant aux classes les plus opprimées de la société métropolitaine. Les conflits sociaux qui secouent la société américaine (inconformité militante des Noirs, radicalisation de la jeunesse et des intellectuels, réveil du mouvement ouvrier) ont également trouvé en cette classe une caisse de résonance. Selon le schéma fonctionnel du système, cette minorité émigrée a représenté un élément de transmission des valeurs de la société dominante. Aujourd'hui, la courroie transmet l'inconformité du centre vers la périphérie. Alors que la dynamique interne des contradictions et des conflits dans le sein même de la société captive, et entre celle-ci et sa métropole, mettent en évidence le caractère oppressif du modèle néocolonial et stimulent la prise de conscience indépendantiste, comme jamais auparavant dans l'histoire de Puerto Rico.

L'EXPERIENCE DOMINICAINE : DU MODELE TRUJILLIS TE
A LA "STRATEGIE OUVERTE"

L'expérience désarrolliste que vit la République Dominicaine à partir de la décennie des années '30, se développe sous la protection du régime de Rafael Leonidas Trujillo, régime de terreur policière et soumission absolue aux Etats-Unis, qui constitua une véritable prolongation sur le plan politique et économique de l'intervention américaine (qui dura de 1916 à 1924). (x)

Ex-officier du corps américain d'occupation, le colonel Trujillo était appelé à être l'héritier et le continuateur de l'entreprise interventionniste et ce fut ainsi qu'il arriva au pouvoir en 1930.^{1/} Son gouvernement fonctionna dans tous ses aspects comme une structure estatale dépendante qui renforça les bases et institutions de la subordination et contribua à leur donner plus de poids dans la définition de la formation sociale dominicaine.

Le système politique et "modèle" de développement trujilliste atteint sa pleine expansion dans le cadre conditionnant de la seconde guerre mondiale. Pour son organisation socio-politique, il s'inspira du nazi-fascisme : il développa un formidable appareil de répression basé sur l'usage systématique de la terreur et de la propagande massive, il réalisa la centralisation de toutes

(x) Cette occupation jeta les bases du développement capitaliste dépendant en parvenant à assurer l'ordre, centraliser le pouvoir politique auparavant affaibli par le caudillisme régional; à moderniser les institutions politiques, transformant l'armée en bras fort et homogène du système, et à former la bureaucratie pour la rendre plus efficace. Elle modernisa également les finances à travers un contrôle douanier et fiscal illimité, effectuant d'importants travaux d'infrastructure et encourageant la manufacture, surtout l'industrie sucrière, par de nombreux investissements et innovations technologiques.

1/ Crassweler, Robert D. Trujillo : the life and times of a Caribbean dictator. McMillan, New York, 1966.

les institutions et incorpora par la force tous les groupes sociaux en un état corporatif de pouvoir personnel, s'appuyant, pour cette entreprise, sur les restrictions aux libertés individuelles imposées par la situation de guerre dans le monde, étant donné que Saint-Domingue, comme la majorité des pays latino-américains, était membre de la coalition anti-hitlérienne.

D'autre part, les limitations au commerce international, la contraction de l'offre externe, créaient les conditions objectives pour une certaine stimulation de l'industrie manufacturière. A partir de l'épargne forcée réalisée et l'extraordinaire hausse de la demande de matières premières pendant l'après-guerre, l'apogée économique entraîna une forte accumulation de ressources, de capitaux. L'excédent ainsi créé contribua à financer le développement économique.^{1/}

Le régime se convertit en une "puissante entreprise politique, économique, agraire, industrielle et commerciale". Il se basa sur l'oppression politique, son contrôle illimité sur la population, l'exploitation intensive des masses ouvrières et paysannes, la congélation des salaires, un rigide protectionnisme pour obtenir, en situation de monopole, d'importants bénéfices, accumuler des capitaux et atteindre un rythme extraordinaire de croissance économique.

Les résultats et moyens de cette politique économique apparaissent dans le tableau suivant que présente Carlos Maria Vilas (x), pour synthétiser l'évolution de l'économie dominicaine pendant cette période.

^{1/} Diaz Santana, Arismendi, "Desarrolló y descomposición de la economía dominicana". Pensamiento Critico, n° 53, La Habana, junio de 1971, p. 102.

(x) Vilas, Carlos Maria. Poder Politico y Dominacion social en Republica Dominicana. Santo Domingo, 1971, Mimeo, p.8.

Le modèle trujilliste de croissance (x)

1950-1958

Taux pourcentuels accumulatifs annuels

P.I.B.	6.5
Exportations	5.4
Consommation privée	5.9
Consommation publique	9.2
Importations	9.8
Investissement Brut	12.3
Investissement privé	14.0
Investissement public	10.7
Production industrielle	7.7 x
Production sucrière	11.0 x

Source : Vilas, C.M., op. cit., p. 3.

x Ajoutées par l'auteur.

La dynamique du modèle se basait entre autres : a) sur l'investissement intensif dans les secteurs productifs, surtout dans la manufacture, b) sur la demande systématique de machines pour l'industrie, c) sur la concentration du revenu aux mains de l'infime minorité trujilliste qui le convertissait en capital productif, d) la capitalisation forcée à travers des salaires bas et des restrictions à la consommation privée, e) le régime d'oppression des paysans au sein des vieilles structures agraires précapitalistes.^{1/}

^{1/} Diaz, Arismendi, op. cit., p. 106.

Le poids de l'industrie dans l'économie globale, passa de moins de 10 % en 1930 à 14.8 en 1950 et 17.8 en 1960. Le secteur industriel augmenta pendant les années 1950-1961 à un rythme s'approchant des 10 % annuels accumulatifs.^{1/}

En partie, cette croissance provint de l'expansion de la production sucrière : 523 000 tonnes métriques en 1950-51 à 1 242 000 en 1960-1961.^{2/} Egaleme nt à la modernisation de l'infrastructure (routes, électricité, éducation, santé publique), ce qui créa les conditions d'un plus grand développement capitaliste.

Cette croissance économique se réalisa dans des conditions très particulières de domination-dépendance. En premier lieu, le pouvoir politique, compact, appuyé sur la machine policière et militaire la plus impressionnante à l'échelle latino-américaine, constituait l'expression suprême de l'assimilation métropolitaine, étant une prolongation de l'institution militaire américaine, ainsi que la synthèse des projets impérialistes tendant à assurer les conditions maximales pour les intérêts économiques des monopoles.

En second lieu, se renforça l'internalisation économique de la dépendance structurale. L'augmentation des investissements américains est significative : de 69 millions de dollars en 1929, ils passèrent à 72 millions en 1943, à 106 en 1950 et à environ 194 millions

1/ Tamames, Ramon. La Republica Dominicana y la integracion economica de América Latina, Intal BID, 1968.

2/ F.M.I. Situacion economica y financiera de la Republica Dominicana, Washington, 1963, p. 5.

en 1960.^{1/} Ce capital se concentra dans les secteurs sucriers, miniers et les branches manufacturières les plus dynamiques. L'entreprise corporative économique du trujillisme s'adapta à cette pénétration en une division compétitive mais harmonieuse de fonctions envers le capitalisme étranger; simultanément avec cette pénétration, s'élargissait le secteur public de l'économie et l'empire personnel du dictateur.

En troisième lieu, l'articulation envers le centre hégémonique réunit des traits typiques de liens coloniaux et autres, propres aux nouvelles formes de dépendance. Tant les importations que les exportations s'orientèrent vers les Etats-Unis presque exclusivement. Alors que pendant la guerre et l'après-guerre la balance commerciale connut un excédent constant, au cours de la période postérieure les importations enregistrèrent une augmentation considérable, créant un déséquilibre dans la balance. Cependant, la dynamique du système était telle qu'elle lui permettait de maintenir le bilan de la balance des paiements positif, de se passer de financement externe et de payer la dette externe. Pour s'assurer une

^{1/} ONU, Las inversiones extranjerias en América Latina, N.Y., 18, p. 96. Prensa Latina, Tres Continentes, la Habana, 186, p. 792. - Franco, Franklyn, Crisis, clases y comando en Republica Dominicana, Casa de las Americas, 1966, p. 116.

certaine autonomie de décision dans le cadre de la dépendance, le régime pouvait aussi acheter d'importantes entreprises américaines et renforcer ainsi son domaine monopoliste sur l'économie. (x)

En définitive, la dépendance structurale dans la République Dominicaine impliquait l'imbrication du capital externe et d'un capital local appartenant à l'appareil du pouvoir dépendant, qui s'identifiait aux intérêts des classes dominantes et constituait le majeur instrument de la domination externe.

Cette hypertrophie de l'Etat et de sa fonction economico-sociale firent que l'échec du modèle trujilliste et l'élaboration d'une nouvelle stratégie du développement en République Dominicaine, se déroulèrent dans un intense processus de lutte socio-économique et politique. Cette lutte s'exprima avant tout dans les conflits pour le contrôle de l'Etat entre la bourgeoisie, la haute bureaucratie appuyée par des secteurs de la petite bourgeoisie et, enfin, les masses populaires.

Le système connut une mutation accélérée quant à sa forme. L'Etat dut nationaliser l'empire agro-industriel de Trujillo, ce qui signifia le transfert vers le patrimoine public d'un important secteur productif. Celui-ci fut utilisé d'abord pour élargir la capacité de l'appareil estatal comme distributeur de salaires, en même temps qu'un ample mouvement revendicatif libérait une masse considérable

(x) Le patrimoine personnel du dictateur et de sa famille incluait plus de 60 % de l'économie globale dominicaine incluant : 75 % des terres sucrières, 51 % du capital installé dans l'industrie sucrière (soit 12 des 17 centrales sucrières existant dans le pays, parmi lesquelles il y avait celle de Haina, la plus importante au monde), de nombreux établissements lucratifs ou productifs en tous genres : les monopoles de la farine, bière, lait, peinture, cigarettes, huiles végétales, ciments, fruits en conserve, souliers, et d'immenses exploitations agricoles, forestières et de bétail, etc. (FMI, Republica Dominicana, 1963, pp. 15-17).

de salaires. Il en résulta une explosion de la demande interne et un processus inflationnaire dont la bourgeoisie sut tirer profit.^{1/} Cette conjonction et la survie au pouvoir politique de forces fidèles au trujillisme, stimula l'instabilité sociale jusqu'à un degré extrême, accroissant la participation et le mécontentement des masses.

La seconde étape, coïncidant avec le gouvernement de Juan Bosch, prétendit effectuer des réformes au système, organiser une réforme agraire, stimuler la redistribution du revenu et le secteur public comme levier du développement économique. Cette entreprise réformatrice s'accompagna du renforcement des structures de pénétration impérialiste (augmentation des prêts, de l'aide technique, de la cote sucrière, etc.) et un projet autonomiste contradictoire basé sur la diversification et l'orientation vers l'Europe des relations commerciales et financières.

Cette expérience traduisait une certaine crise d'hégémonie au sein des classes dominantes et la nécessité, du point de vue des fractions nationales, de celles-ci, de promouvoir des réformes pour moderniser le système. Ce projet réformatrice se brisa contre les forces de domination externe et le noyau institutionnalisé de la dépendance structurale : la survie du trujillisme dans l'appareil estatal et les intérêts mêmes des oligarchies.

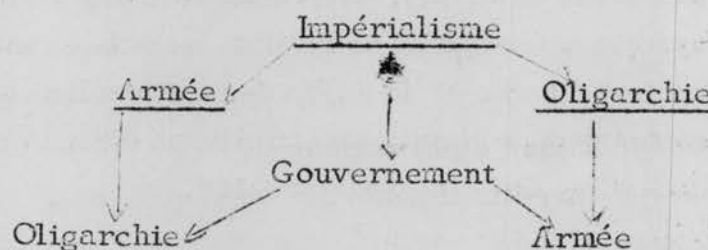
La prise de conscience révolutionnaire d'amples secteurs populaires a abouti à un mouvement révolutionnaire qui visait l'Etat comme appareil de domination impérialiste et classiste. Celui-ci

^{1/} Pérez M., Ramon. "La Republica Dominicana y la integracion economica", p. 89. Doc. des Seminario La Republica Dominicana y la integracion economica de América Latina, Santo Domingo, 1967.

provoqua en premier lieu l'éclatement de l'armée, épine dorsale du système. Cette mise en question par les masses armées, en avril 1965, suscita l'intervention américaine dont le but était de restituer son intégrité à l'appareil de domination politique interne. L'objectif fut atteint à travers un déploiement peu commun de force militaire, l'usage illimité de ressources économiques et de techniques extrêmement modernes de contre-insurrection. L'appareil estatal put élargir ses bases socio-économiques avec l'alliance de tous les secteurs oligarchiques et réaffirmer ainsi sa soumission aux forces externes.

A partir de cette nouvelle étape de dépendance institutionnelle, une nouvelle stratégie du développement économique fut élaborée. Son essence peut être synthétisée en un triple schéma fonctionnel : 1) les structures institutionnelles de la dépendance, 2) les structures productives de la dépendance, 3) le cadre fonctionnel des structures et de la politique de dépendance.

I Structures institutionnelles de la dépendance



Secteur Public + Capital local —> Bloc socio-politique dominant
(Gouvernement) (Oligarchie)

Secteur Public + Capital étranger —> Bloc économique dominant

II Structures productives de la dépendance

1. Agriculture

Concentration de la propriété agraire
↓
Concentration de la tenure agraire
↓
Croissance lente de la production agricole
↓
Stagnation du produit agropéculaire per capita

2. Industrie

Prédominance du sucre
Prédominance numérique de la petite entreprise
Concentration de l'investissement
Productivité supérieure du capital étranger
Basse productivité de l'investissement interne
Volume réduit de l'occupation industrielle
Croissance lente du produit industriel
Cont rôle croissant du capital étranger

3. Services

Forte dynamique de croissance
Nombreux investissements
Bénéfices élevés
Distribution du pouvoir d'achat

III Politique de développement

Dynamisme de l'investissement externe direct
Substitutions d'importations
Forte croissance des importations
Promotion de l'exportation

Croissance lente des exportations
 Déséquilibre de la balance commerciale
 Prêts externes
 Balance des paiements déséquilibrée
 Exportations de dividendes et intérêts
 Charges fiscales croissantes au producteur et au consommateur interne
 Déficit du revenu et des frais gouvernementaux
 Donations externes
 Stagnation de la production
 Encouragement de l'investissement externe privé

Au cours de cette période, le Produit National est passé de 673,2 millions de dollars en 1960 à 1.110,6 millions en 1970 et sa composition sectorielle a évolué comme suit :

Tableau n° 8

République Dominicaine : Composition sectorielle selon pourcentages P.I.B.

<u>Secteurs</u>	<u>1950</u>	<u>1960</u>	<u>1970</u>
Agropéculaire	29.8	29.7	24.1
Industrie (avec sucre)	14.8	17.8	17.1
Industrie (sans sucre)	7.8	8.6	10.3
Mines (x)	0.1	1.3	1.3
Construction	3.4	2.6	5.1
Commerce	18.3	16.6	18.0
Autres services	33.6	32.0	34.4
TOTAL	<u>100.0</u>	<u>100.0</u>	<u>100.0</u>

Secteurs de la production de biens	48.1	51.4	47.6
Secteur Services	51.9	48.6	52.2

(*) La basse représentation pourcentuelle du secteur minier au cours des dernières années est due, en partie, au fait que les statistiques officielles incluent la Falconbridge sous la rubrique "Industries" (Groupement 12).

Source : Banque Centrale de la République Dominicaine.

Cette politique de développement, appelée "stratégie ouverte", s'inspire du modèle portorricain et se base sur le capital étranger au niveau de l'appareil productif, du lien commercial, des mouvements de capitaux, et, enfin, sur l'appareil estatal, noyau de la dépendance institutionnelle. Elle inclut un système de garanties et de privilèges au capital étranger qui assure un climat sûr pour les investissements, la rentabilité de ceux-ci, les services de la dette externe (intérêts et amortissements) et confère une rentabilité politique maximale, ainsi qu'idéologique, aux subsides. Elle requiert également des transferts de technologie : de machines d'occasion pour certaines branches de l'infrastructure ou des manufactures; de technologie avancée pour diminuer les coûts face aux puissants concurrents "multinationaux" qui exploitent mondialement la bauxite ou le pétrole.

Les résultats de cette stratégie ouverte sont :

A) Le renforcement du capital étranger dans l'appareil productif, la recherche d'un maximum de bénéfices de la part des trusts internationaux et la politique d'encouragement fiscal et de

privilèges de toute espèce (x) ont modifié sensiblement les termes de la dépendance : la pénétration s'est faite intensive et conduit à une tendance intégrative toujours plus définie, ce qui se reflète dans la structure de l'industrie et la nature des nouveaux investissements qui proviennent de "sociétés multinationales". Actuellement, 18 établissements qui représentent 3.9 % du total des entreprises industrielles, ont des investissements supérieurs au million de dollars chacune et concentrent 44 % de l'investissement industriel.^{1/}

Les grands trusts internationaux, en s'introduisant dans l'économie, accentuent les structures de dépendance (et la dépendance structurale avec une intégration croissante au centre dominant). La Falconbridge, par exemple, a réalisé des investissements de plus de 150 millions de dollars de 1967 à 1971.^{2/} La Gulf & Western of America Co., nouveau propriétaire de la Central Romana depuis 1966, a investi autant de millions. Elle a une concession de 1 000 kms carrés, produit près d'un tiers de la production sucrière dominicaine, une production de bagasse calculée à 50 millions de livres annuelles (la seconde au monde), une zone franche pour

x La Loi de Promotion Industrielle du 23 avril 1968 correspond aux suggestions du modèle portorricain d'industrialisation et a été adoptée sur suggestion des conseillers américains dans d'autres îles des Caraïbes et les Républiques d'Amérique Centrale.

^{1/} Vilas, op. cit., p. 55

^{2/} CIAP, Rapport final du Comité du CIAP sur la République Dominicaine, Washington, 1969, p. 27. Office National de Planification, op. cit., Tableau n° 2, p. 61.

l'établissement d'industries étrangères dans des conditions de libertés fiscales absolues, en plus d'intérêts dans l'élevage, horticulture, hôtels, banques et ciment. A la fin de la décennie 1970, les intérêts de cette compagnie dans le sucre ne représentaient que 15 % de ses investissements.^{1/} D'autres corporations gigantesques ont des projets d'investissements dans les mines, le pétrole, le sucre, le tourisme.^{2/}

B) Le renforcement des structures d'articulation et de pénétration par le capital public octroyé sous forme de prêts, dons et aide technique. Probablement aucun pays au monde - sauf le Vietnam du Sud - n'a reçu, comme assistance, autant de dollars yankees per capita que la République Dominicaine.

Ce montant, d'environ 500 millions de dollars entre 1965 et 1970, excède de loin le total de l'aide offerte aux autres nations des Caraïbes (voir le Tableau n° 7) et représente un des principaux niveaux d'assistance aux pays latino-américains de cette période.

Sous ces conditions, la domination externe sur la société dominicaine s'est accentuée et a produit de nouveaux conditionnements des structures et institutions internes. Pour ce qui est de l'appareil politique et militaire, les groupes de pouvoir tendent à moderniser efficacement leurs formes de domination en fonction même de l'importance acquise par les secteurs de l'opposition (démocratique ou socialiste), qui mettent en question le système.

^{1/} Vilas, op. cit., p. 61.

^{2/} Diaz, Arismendi, op. cit., p. 132.

Pour ce qui est de l'aspect économique de la domination externe, celle-ci prétend s'appuyer sur la bourgeoisie industrielle et la bureaucratie statale pour ses projets développementistes qui incluent la modernisation de la structure fiscale et agraire (avec des mesures même anti-oligarchiques) et la liquidation du secteur public avec le transfert de quelques entreprises estatales vers la bourgeoisie locale ou le capital étranger. Dans une perspective plus ample, se pose le problème de l'intégration économique avec Puerto Rico, comme étape préalable d'un nouveau projet d'intégration des Caraïbes,^x qui tournerait sur l'orbite américain à partir du noyau portorricain.

Cette politique élaborée par la firme américaine, Arthur D. Little Inc., spécialisée dans la planification d'investissements rentables, prévoit l'installation d'"usines jumelles" (twin plant concept) qui pourraient se partager les fonctions productives pour diminuer ainsi les coûts et promouvoir les exportations manufacturières. "Ces usines opéreraient sous la même direction, la dominicaine serait utilisée pour les opérations de grande intensité et la portorricaine pour des opérations de technologie avancée à forte intensité de travail et d'achèvement."^{1/} Depuis 1967 cette politique d'intégration avec Puerto Rico

^x Depuis 1968 fonctionne, sous le nom de Caribbean Free Trade Association (CARIFTA), une entreprise d'intégration régionale qui réunit en une zone de libre échange et de privilèges commerciaux mutuels, les entités appartenant au Commonwealth britannique, dont les 4 états indépendants : Barbade, Trinidad-Tobago, Jamaïque et Guyane. L'objectif essentiel de l'association est de créer des "économies d'échelle" pour les entreprises britanniques installées dans la région et une certaine solidarité économique parmi ces territoires, sous l'hégémonie anglaise en déclin. En 1970, fut inaugurée la Banque des Caraïbes pour le Développement pour promouvoir sur la plan financier l'entreprise intégrationniste.

^{1/} Tamames, op. cit., p. 58.

est mise en pratique à travers le transfert de capitaux américains provenant de Puerto Rico vers la république voisine, ou directement, dans le cadre d'un planning exécuté d'en haut. Les corporations profitent de la "stratégie ouverte" pour pénétrer le plus profondément possible dans l'organisme dépendant. Elles poursuivent ainsi le projet lancé au cours de la première occupation militaire et pendant les années du trujillisme, projet qui a été renouvelé lors de l'occupation de 1965.

Entretiens, des secteurs chaque jour plus amples démontrent la nécessité de changements structuraux par l'exaspération des contradictions sociales.

CUBA : LA VOIE SOCIALISTE DU DEVELOPPEMENT

Cuba a constitué historiquement un prototype de société dépendante et fut caractérisée par tous les traits de la domination externe que devaient connaître les entités des Caraïbes pendant leur évolution. Cuba atteignit le plus haut niveau de développement capitaliste dans les Caraïbes et un des plus avancés d'Amérique latine. Le développement dépendant marqué par l'impact séculaire du colonialisme et la domination exercée par l'impérialisme américain, de façon intense et exclusive pendant trois quarts de siècle.

Société esclavagiste-coloniale soumise au joug espagnol, Cuba connut déjà au cours du XIXème siècle un développement marqué de ses forces productives sous l'affluence financière et technologique provenant du capitalisme mondial, ce qui créa la coexistence des modes de production esclavagiste et capitaliste avec les formes d'organisation sociale correspondantes. Tant les premiers chemins de fer que l'industrie sucrière et mécanisée furent installés déjà en 1837, alors que l'esclavage subsista jusqu'en 1880.

En entrant dans la sphère hégémonique des Etats-Unis (au moment où il obtint son indépendance formelle), le pays connut pendant trois décennies (1899-1929) une extraordinaire croissance économique, la plus rapide au monde pendant cette époque-là. Il enregistra une modernisation accélérée et atteignit des niveaux élevés de consommation, semblables à ceux des Etats-Unis; en même temps, se produisait la pénétration intensive du capital monopoliste dans son économie. A la veille de la révolution, la participation américaine était supérieure à 90 %

des services téléphoniques et électriques, 50 % des chemins de fer publics et environ 40 % de la production de sucre brut. Cuba occupait une des premières places dans l'investissement direct américain en Amérique latine, avec un montant de près de un milliard de dollars.^{1/}

La société cubaine présentait des traits typiques de dépendance structurale, ainsi qu'une tendance croissante à l'intégration as similée à sa métropole, et projetée à partir du noyau compact du capital étranger, maître de l'économie de l'île. Cette domination se concentrait particulièrement dans le sucre, produit-clef de la structure économique et de l'organisation sociale, qui prenait une importance considérable dans la production agricole et industrielle; ainsi que dans la distribution de la main d'oeuvre, la géographie et le contenu du commerce extérieur. Cette hypertrophie du secteur sucrier provoqua la monoculture et la subordination au marché des Etats-Unis, générant ainsi le sous-développement des forces productives dans l'agriculture, l'élevage et l'industrie, et entraînant la nécessité d'importer des biens manufacturés en tous genres. "La dépendance absolue d'un seul produit de base - comme le signale Gutelman - était un frein puissant pour la formation d'un marché intérieur stable".^{2/} De cette façon, et grâce à de multiples rapports subordonnés, le capitalisme cubain se maintint dans le sous-développement; l'industrie

1/ Voir Huberman, Leo-Sweezy, Paul M., Cuba, Anatomia de una revolucion. Ed. Vanguardia Obrera, La Habana, 1960, pp. 57-58.

Dumont, René, Cuba, socialisme et développement. Editions du Seuil, Paris, 1964. Arnault, Jacques, Cuba et le marxisme, Editions Sociales, Paris, 1962.

2/ Gutelman, Michel. La agricultura socializada en Cuba. Ed. Era, Mexico, 1967, p. 46.

et l'agriculture restèrent dépendantes et même la consommation dépendait du marché du Nord. Cuba ne parvint pas à créer un système économique national, mais faisait fonction d'appendice de l'économie américaine, liée à elle, par un réseau complexe de structures de liens et de pénétration.

La domination des grandes corporations se basait sur des investissements considérables, une haute concentration de capitaux, des transferts de technologie, d'étroits liens financiers et commerciaux, le système de la cote sucrière, des instruments juridiques bilatéraux ou "multilatéraux" et des traitements privilégiés.

Ces différents niveaux de domination-subordination, propres à l'incorporation du pays à la sphère hégémonique des Etats-Unis, orientèrent objectivement le peuple cubain dans sa marche décidée et son accès à une société basée sur les idées socialistes.

Si, successivement, dans son itinéraire politique, la révolution cubaine traça des niveaux différents d'action révolutionnaire et anti-dictatoriale, nationaliste-humaniste, anti-impérialiste et socialiste, correspondant aux catégories concrètes des contradictions sociales qui existaient à Cuba, ainsi que les étapes de la prise de conscience des masses; comme entreprise de transformation économique, elle dut s'adapter aux nécessités historiques imposées par les particularités de sa formation sociale. Malgré ces pas tactiques et leur caractère parfois empirique, l'option socialiste de la révolution cubaine (depuis sa genèse), s'est trouvée à tous moments inspirée par les principes essentiels du marxisme-léninisme, comme science de la

prise de pouvoir et de la construction d'une société socialiste. En effet, à aucun moment elle se présente comme un modèle cubain de socialisme, en contraposition aux expériences historiques du socialisme mondial.

Cette attitude différencia dès le premier moment l'idéologie et la pratique révolutionnaires cubaines du courant "tiersmondiste" des socialismes particuliers (socialisme africain ou arabe). Ces expériences, nées de la négation de la domination impérialiste constituent des projets plus ou moins structurés de libération économique et politique, et adoptent certains instruments d'action économique inspirée du socialisme (planification, nationalisation). Elles impliquent le plus souvent la survivance de très puissantes structures de domination, en plus du fait qu'elles n'ont mené aucune lutte en se basant avec conviction sur l'idéologie et les pratiques de la domination de l'homme par l'homme.

La révolution cubaine lança des projets et adopta des moyens socialistes pour atteindre ses objectifs. Elle compta sur la solidarité du camp socialiste, et en particulier de l'Union Soviétique comme partie intégrante des ressources dont elle disposait pour affronter l'impérialisme. La révolution cubaine dans sa dimension politique et économique, se situe dans le contexte de l'expérience et la lutte historique du socialisme mondial, en fonction du renforcement du camp socialiste comme force opposée, en une contradiction antagonique et irréversible envers l'impérialisme mondial. Pour cela, la coopération du monde socialiste contribua à atteindre les objectifs révolutionnaires de Cuba, à neutraliser les tentatives de reconquête impérialiste et corriger les déformations anti-développement provenant de l'action séculaire des forces externes.

A un premier niveau, l'initiative transformatrice de la révolution dut détruire le pouvoir de la classe dominante et le rapport de domination-dépendance, mettant fin aussi bien à la politique comme aux institutions et aux structures d'articulation et de pénétration de l'impérialisme.

A cette étape correspondent les mesures prises pour diversifier le commerce extérieur, interdire les importations anti-économiques et assainir le système bancaire central du contrôle étranger; en outre, il fallut terminer avec les exportations de devises, les prêts et l'affluence d'investissements étrangers, ainsi qu'avec les liens militaires et culturels, ce qui culmina dans la rupture de l'accord sucrier.

Cuba dut transformer en quelques mois ses courants d'échange, puisque 80 % de son commerce extérieur se faisait avec les Etats-Unis, et peu de temps après, malgré des obstacles en tous genres, plus de 80 % de son commerce se faisait avec les pays socialistes.^{1/} Ce nouvel ordre dans les relations économiques consacrait l'échec de l'assimilation-intégration de l'île par le puissant centre hégémonique et par les monopoles incrustés dans les banques, le sucre, les mines, le pétrole, etc.

Simultanément, mais à un autre niveau, la stratégie du développement économique s'orienta vers la tâche de détruire la dépendance structurale. Elle s'efforça de diversifier la production, de promouvoir un développement équilibré de l'industrie manufacturière, dépasser

^{1/} Bettelheim, Charles. "Cuba en 1965. Résultats et perspectives économiques". *Economie et politique. Revue marxiste d'Economie*. N° 32, 1965, p. 72.

la monoculture et stimuler la production agropéculaire. La réforme agraire constitua le point essentiel de cette politique orientée vers la suppression des bases de la subordination^{1/} et du sous-développement et la rectification des déformations économique-sociales (structurales) alors que l'industrialisation fut présentée comme l'impératif de la libération économique et du développement socialiste.

Le blocus économique décrété par les Etats-Unis, fit obstacle aux plans de développement industriel, obligeant à effectuer un reconditionnement économique-technique de grande envergure. Comme le signale Bettelheim : "la nationalisation et la socialisation des moyens de production culminèrent en 1964 avec le transfert au secteur socialiste de 70 % des terres, 95 % de la production industrielle et des transports, 100 % du commerce intérieur et extérieur et 75 % du commerce de détail".^{2/} La mobilisation de ces moyens de production et des ressources humaines de l'île, la croissante rationalisation de la production à partir d'un système de planification socialiste et d'un plus haut degré de conscience politique et d'expérience pratique, permirent l'exécution des projets de construction socialiste et la création des bases pour la croissance de la production, le développement équilibré des forces productives et une amélioration constante des conditions de vie sociale et humaine de la population. "Evidemment - signale Julio Le Riverend - on avait conscience et on savait par expérience que le plan de développement économique devait se réaliser de façon générale, c'est-à-dire en incluant la totalité des secteurs de base de la structure économique et que, pendant que certains de ces secteurs restaient aux mains d'entrepreneurs privés, ceux-ci ne pourraient pas s'articuler dans un plan harmonieux de développement".^{3/}

^{1/} Gutelman, *op. cit.*, y tambien Aranda, Sergio. La revolución agraria en Cuba, Siglo XXI, ed. Mexico, 1968.

^{2/} Bettelheim, Charles, *op. cit.*, p. 68

^{3/} Le Riverend, Julio, *op. cit.*, pp. 265-7.

La première formulation d'une stratégie de développement donna la priorité à la promotion industrielle. Cette ligne correspondait à la compréhension théorique de la nécessité d'éliminer les racines de la dépendance structurale et d'accéder à l'industrialisation, selon le schéma classique de la construction socialiste.

Mais déjà en 1963, les Cubains se rendirent compte du fait que le développement agricole avait une importance fondamentale dans une économie ayant les caractéristiques naturelles de l'économie cubaine. On accorda alors une attention toute particulière à l'agriculture, l'élevage et le développement du sucre, branche dans laquelle Cuba jouit d'avantages incomparables quant aux conditions naturelles, expérience et coûts.^{1/}

Dans le contexte de cette nouvelle politique, on lança la consigne des 10 millions de tonnes de sucre pour 1970. Entretemps, on jetait les bases d'un développement plus équilibré de l'économie nationale à travers la construction de l'infrastructure industrielle, la préparation accélérée de cadres techniques et la diversification des bases productrices de l'économie nationale. Ces dernières orientations se définirent plus nettement après 1970, lorsque, n'ayant pas atteint les 10 millions, on vit la nécessité de dépasser définitivement le volontarisme et le spontanéisme économique, et l'on traça les objectifs et les moyens de planification socialiste avec plus de rigueur et de fidélité aux lois économiques.

^{1/} Bettelheim, op. cit., p. 78

Cette trajectoire de la révolution cubaine, signale des thèmes de profonde réflexion pour l'étude et la définition des perspectives de développement des entités des Caraïbes. Elle suggère également plusieurs conclusions fondamentales, susceptibles de se projeter dans la problématique des pays dominés de l'Amérique latine et de l'Afrique. Ce sont les suivantes :

1. - L'aggression du capitalisme mondial dans la région antillaise, qui a compromis la détermination historique de cette zone, l'a condamnée à produire et à exister, non pour elle, mais pour les forces de domination, selon une dynamique anti-développement. De là viennent les fondements du retard historique, de la dépendance structurelle et du sous-développement actuel des entités antillaises. Pour que disparaisse le sous-développement, il est indispensable de réaliser la disparition de l'anti-développement et la détermination externe, et que commence la conquête de l'initiative historique de la part de ces nations.

2. - L'imposition externe a constitué un phénomène totalisateur qui a pénétré dans toutes les sphères des activités des communautés antillaises. L'entreprise de libération doit également être multidimensionnelle et totalisatrice, et englober tous les niveaux de la vie sociale et même psycho-sociale.

3. - La domination externe et la dépendance structurelle (dans sa dynamique anti-développement) se sont insérées tellement profondément dans les sociétés dominées qu'elles subsistent même après que l'on ait coupé les liens qu'elle implique. Elle crée une déformation structurelle qui survit à la rupture des structures de

dépendance et de l'échange inégal et même à l'instauration d'un ordre de rapports internationaux anti-domination basé sur les principes stricts de l'intérêt mutuel.

4.- La subordination des Caraïbes, qui se situe historiquement dans le cadre de la genèse, du développement et de l'expansion impérialiste du capitalisme mondial, a été absolue pendant l'époque où le capitalisme constituait la force hégémonique dans le monde. La reconquête de la détermination historique pour les nations des Caraïbes a commencé avec le déclin de l'hégémonie capitaliste à l'échelle mondiale et le renforcement du système socialiste.

THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE SAMPLES OF
THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE SAMPLES OF
THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE SAMPLES OF
THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE SAMPLES OF
THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE SAMPLES OF

THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE SAMPLES OF
THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE SAMPLES OF
THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE SAMPLES OF
THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE SAMPLES OF

THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE SAMPLES OF
THESE ARE THE RESULTS OF THE
ANALYSIS OF THE SAMPLES OF